

# **Le Marxisme Vivant**

Revue de théorie et de politique internationale  
n° 20 - 2009

Cette brochure est l'édition en langue française  
*d'une partie des articles* de la revue  
*Marxismo Vivo - n° 20* (2009) publiée en  
espagnol.

**Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale**  
[www.litci.org](http://www.litci.org)

## Présentation

Durant les dernières 20 années, l'impérialisme a « crié victoire », en profitant de la restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers bureaucratiques, et a déclaré « la mort du socialisme ». Mais une crise de cette ampleur met en discussion toutes les idéologies proclamées comme « vérités incontestables » durant les dernières vingt années, et ouvre une immense occasion pour la mise en question d'un système qui garantit seulement la richesse d'une minorité infime aux dépens de l'immense majorité, qui menace la survie elle-même de toute l'humanité et qui remet en question la perspective du socialisme mondial.

Les marxistes révolutionnaires doivent analyser la gravité et les caractéristiques de la crise et étudier les issues que l'impérialisme essaye de mettre en oeuvre. Dans l'édition antérieure de notre revue, nous disions que, dans le futur, beaucoup de ses pages seraient consacrées au sujet. C'est le cas de cette édition, qui apporte un dossier sur la crise. Ces études analysent, depuis différents angles, le caractère de la crise, l'origine et le rôle du capital financier, l'histoire de la crise de 1929, le rôle de la Chine, la situation de l'Union Européenne et la politique de l'impérialisme pour faire face à la crise.

Il est important d'avoir clair que, aussi profonde qu'elle puisse être, il n'existe pas de « crise finale » du capitalisme par un processus purement économique. L'impérialisme continue de dominer le monde et va décharger la crise sur le dos de la classe ouvrière de manière implacable. Si celle-ci n'intervient pas avec sa force révolutionnaire, l'impérialisme nous poussera de plus en plus vers la barbarie. Et il pourra reprendre son équilibre un temps de plus, dans un scénario de faim, de misère et d'inégalités encore plus grandes.

---

**2,50 €**

Adresse de contact en Belgique: [lct.cwb@gmail.com](mailto:lct.cwb@gmail.com)

**Site internet : [www.lct-cwb.be](http://www.lct-cwb.be)**

Ed. resp. J.Talpe-rue de l'Elan 73-B10 - 1170 Bxl:

Quand a explosé la Première Guerre Mondiale, Lénine s'est donné deux tâches.

Une tâche a été d'élaborer une analyse marxiste et un programme pour la nouvelle configuration du capitalisme, qu'il a caractérisé comme son « stade supérieur », sa phase de décomposition, l'impérialisme. L'autre grande tâche, depuis 1914, a été la construction d'une nouvelle Internationale révolutionnaire, après la trahison de la II<sup>ème</sup> Internationale. Les tâches de cette nouvelle Internationale seraient de mettre en échec l'impérialisme, d'orienter la prise révolutionnaire du pouvoir par la classe ouvrière et de construire le socialisme mondial. Après avoir déclaré la « faillite de la II<sup>ème</sup> Internationale », en 1915, même avant la prise du pouvoir en Russie en 1917, Lénine a consacré des efforts concentrés pour fonder cette alternative révolutionnaire, l'Internationale Communiste. C'est pourquoi, cette proposition occupe une place importante dans les Thèses d'avril, qui ont orienté le Parti Bolchevique vers la révolution socialiste en Russie.

A l'heure actuelle de crise mondiale du capitalisme impérialiste, où la nécessité d'une direction révolutionnaire apparaît dans toute sa dimension, nous pouvons nous inspirer de ce critère de Lénine ainsi que de la lutte de Rosa Luxemburg, figure de proue de la gauche révolutionnaire de la II<sup>ème</sup> Internationale qui a donné naissance à la III<sup>ème</sup> Internationale. En 2009 s'accomplit le 90<sup>ème</sup> anniversaire de la fondation de l'Internationale Communiste, ainsi que de l'assassinat de Rosa par le gouvernement social-démocrate allemand. Dans cette édition,<sup>§</sup> nous publions des articles sur ce premier parti mondial de la révolution socialiste, une expérience qui offre toute une perspective pour ceux qui combattent pour une issue socialiste face à la crise colossale du capitalisme et à la barbarie qui nous menace chaque jour. La lutte pour la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale est aujourd'hui la continuité de la longue bataille pour une direction révolutionnaire mondiale, que l'Internationale Communiste a matérialisée durant ses premières années.

---

<sup>§</sup> La Présentation concerne l'ensemble de l'édition en espagnol, dont les articles citées ici n'ont pas été repris dans la traduction.

# L'impérialisme face à la crise économique

José Welmowicki  
éditeur de *Marxismo Vivo*

Entre la dernière après-guerre et l'année 2007, le monde a connu plusieurs crises économiques. Seulement entre 1982 et 2007, il y a eu au moins trois crises récessives qui avaient frappé l'économie la plus forte de la planète, l'américaine.

Toutefois, aucune d'elles n'est arrivée à être comparable au crack de 1929. Pourquoi la crise actuelle est-elle tellement grave ? Pourquoi affirmons-nous que nous marchons vers une dépression mondiale profonde ? En quelle mesure cette crise affecte-t-elle et transforme-t-elle la politique impérialiste et l'ordre politique mondial ?

L'impérialisme a développé deux caractéristiques qui nous intéressent ici, différentes par rapport à la période de la libre concurrence : le surgissement du capital financier et la monopolisation du capital. Lénine, dans *L'impérialisme, phase suprême du capitalisme*, a démontré qu'il y avait des capitaux excédents dans les centres impérialistes, ce qui mène à une tendance permanente de chercher à augmenter la masse de survaleur accumulée, en promouvant l'exportation de capitaux pour extraire de nouvelles quantités de survaleur dans les pays arriérés, et en internationalisant ainsi le capital financier. C'était la phase monopoliste du capitalisme. Le capital financier était la fusion du capital bancaire monopoliste en association avec les monopoles industriels, sous la direction du premier. C'est pourquoi, la centralisation du capital arrivait à des niveaux extrêmes dans cette phase. Le capital monopoliste change le mode de distribution internationale de l'accumulation, en dépassant la période de la libre concurrence.

Jusqu'à la moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, chaque pays avait, en règle générale, son propre parc industriel et se concentrait sur certains secteurs ou branches productives. Aujourd'hui, il existe une accumulation

mondialisée, dans laquelle les capitaux impérialistes poussent jusqu'à l'extrême la prévision de Lénine sur l'exportation de capitaux et l'incorporation des marchés du monde entier. La division internationale du travail a incorporé les marchés de telle sorte qu'une grande partie de l'accumulation de capital soit réalisée avec les bénéfices obtenus hors du pays afin être intégrés par la suite aux entreprises et aux banques avec siège dans les centres. Le cas le plus évident est celui du principal impérialisme, les Etats-Unis, qui extraient d'immenses masses de survaleur par l'exploitation de la classe ouvrière dans d'autres pays - le plus évident étant la Chine - ce qui fait que sa croissance dépende de plus en plus de la survaleur extraite en dehors de ses frontières.

Cela finit par mener à une contradiction croissante entre l'accumulation à l'intérieur et en dehors des Etats-Unis.<sup>1</sup> Le caractère parasitaire de la phase impérialiste, la hyper-accumulation de capital spéculatif, la croissance du capital fictif - des phénomènes qui existaient déjà à l'échelle locale et sectorielle - deviennent la règle de manière permanente et à l'échelle internationale. Quelle a été la conséquence de cela pour le taux de profit ? La tendance à la baisse du taux de profit du capital s'approfondit, parce qu'il faut extraire des sommes de plus en plus grandes de survaleur pour garantir les bénéfices par rapport à une masse de capitaux de plus en plus grande, sans que beaucoup de ceux-ci soient investis dans la production. Mais comme il n'y a pas d'accumulation dans le cadre financier et que toute valorisation de capital ne peut se faire autrement que par l'extraction de la survaleur générée dans la production, la seule façon de garantir la valorisation du capital spéculatif est d'aspirer la survaleur extraite dans la production, ce qui mène à une compétition féroce pour la quantité de survaleur entre les capitaux. Par conséquent, le caractère parasitaire est un facteur d'aggravation continue de l'économie et fait que les crises soient plus explosives.

## **L'impérialisme durant les dernières 20 années**

Les analyses de Lénine montrent aujourd'hui toute leur importance, surtout parce qu'il y a eu un approfondissement de toutes ces

---

<sup>1</sup> Selon le texte de Dumenil et Levy, *Impérialisme et néo-libéralisme*, le taux de bénéfices du capital des Etats-Unis investi hors du pays est le double du retour du capital étranger investi aux Etats-Unis.

caractéristiques : le capital financier dirige aujourd'hui l'économie et la gestion de l'Etat bourgeois.

Comme disait Marx, l'Etat bourgeois est le comité d'administration des affaires de la bourgeoisie. Le néo-libéralisme, quand il est apparu, avait un discours contre « l'excès d'interférence de l'Etat » dans les affaires, et avec cela, la politique qu'il proposait était la nécessité de réduire au maximum les frais sociaux et les investissements étatiques dans la production, pour mettre l'appareil et les ressources de l'Etat directement au service du capital financier, contrôlé par les banques.

Les immenses sommes canalisées pour le paiement des dettes publiques (externes ou internes), les politiques des banques centrales - comme les taux d'intérêt au service de l'accumulation des banques et plus récemment la politique des déficits fiscaux et commerciaux - ont servi à soutenir l'expansion du capital financier des Etats-Unis (avec ses partenaires européens) dans le monde entier.<sup>2</sup> Les privatisations ont été une autre mesure pour servir le capital monopoliste, en plus de signifier le pillage par les entreprises impérialistes d'ensembles productifs et de richesses minérales.

Cet ensemble de politiques a fait que l'accumulation de capital se soit accélérée, et surtout que la multiplication du capital fictif et le parasitisme du système arrivent au point de compromettre la stabilité économique et politique elle-même des plus grands Etats impérialistes. Durant les dernières années, les gouvernements et les banques centrales des Etats-Unis et de l'Europe ont été les agents actifs du financement du capital spéculatif et l'ont protégé. Ils ont été, en dernier ressort, son assureur. Les dettes publiques se sont étendues sur tout type de fonds spéculatifs et cela se manifeste également dans le traitement des crises.

En 1929, la Banque Centrale américaine a augmenté le taux d'intérêts et n'a pas évité le crack financier ; depuis lors les banques centrales essaient d'éviter des crises cycliques avec des politiques de

---

<sup>2</sup> Pour se faire une idée de l'importance de cette expansion pour la croissance américaine, dans les décennies de 1990 et de 2000, la somme des rendements liquides des capitaux investis par les Etats-Unis était équivalente à 80% des rendements des capitaux investis dans les Etats-Unis, alors qu'en 1950 c'était à peine 10%. (Dumenil et Levy). Avec un détail : les investissements n'ont pas augmenté, mais bien les intérêts, les taxes et les dividendes de différents types perçus sur ces investissements externes.

subvention aux banques et avec l'injection de crédits à grande échelle.

Dans la crise actuelle, spécifiquement, les Banques Centrales ont mis entre parenthèses toute leur sacro-sainte « stabilité monétaire » dans la tentative de sauver les grandes banques et les institutions financières. Nous pourrions paraphraser la terminologie à la mode et dire que les dernières vingt années ont été l'essor du « *keynésianisme financier* ».

Toutefois, cet immense déplacement de capitaux en direction du marché financier n'a pas résolu le problème. Pire : il a fait que dans cette période s'accumulent d'énormes contradictions dans l'économie capitaliste, et les banques centrales ont perdu le pouvoir de résoudre la crise grave avec seulement l'injection des mêmes médicaments. L'actuel effondrement du système financier américain, avec la rupture de pratiquement la totalité des banques d'investissement et la faillite virtuelle de presque toutes les grandes banques, a fait que le crédit privé ne fonctionne tout simplement pas, si ce n'est quand les gouvernements prêtent de l'argent, et même cette dernière ressource n'a pas encore résolu le problème. Pour cette raison, même si ce n'est pas la proposition du programme de gouvernement de Barack Obama, on envisage de plus en plus la nationalisation temporaire du système financier aux Etats-Unis.

Ces énormes contradictions se sont accumulées progressivement durant les dernières vingt années. Quand le projet Bush a été mis en échec, une crise différente des précédentes est apparue, parce que cette fois la chute du taux de bénéfices s'est produite au moment où tout le système financier était mis en cause et où les Etats impérialistes, spécifiquement les Etats-Unis, avaient déjà employé leurs ressources dans plusieurs guerres et subventions au capital. Il n'y avait déjà plus moyen d'éviter une énorme destruction de capitaux, parce qu'il n'y avait pas dans l'horizon proche une issue au moyen de l'exploitation de nouvelles branches productives, pour accumuler de nouveau d'immenses masses de survaleur dans l'immédiat, comme c'était le cas durant les années 90.

## Récession profonde et durable ?

Plusieurs facteurs pointent vers cela. Si ces chiffres et tendances sont confirmés, nous marchons vers une dépression mondiale. Les données concernant le capital fictif sont ahurissants. La surproduction rend nécessaire de brûler d'énormes capitaux pour permettre une réactivation de l'économie. La chute violente du PIB au Japon (-12%) et en Russie (-19,5%) sont des indicateurs de la dimension de cette nécessité. Le PIB des Etats-Unis dans le quatrième trimestre est tombé de 6,2% et on calcule qu'il peut tomber de 5% en plus les prochains mois.

Ces données indiquent un appauvrissement généralisé des sociétés sur une échelle telle que, pour s'en récupérer, des années de croissance permanente seront nécessaires. Mais il y a justement une chute grave des investissements dans la production parce qu'il n'y a pas de perspectives de retour lucratif pour le capital.

Pour le capitaliste, il n'y a pas d'intérêt à produire des marchandises aussi longtemps qu'il y a excès de capacité de production, parce qu'il n'atteindra pas un retour de bénéfices compatible avec l'investissement. Il faut donc prévoir une avalanche de faillites et de concordats partout dans le monde.

Le système financier des Etats-Unis et dans le monde est en faillite. La City Bank, par exemple, récemment encore une des plus grandes banques du monde, pourrait être achetée aujourd'hui pour une valeur dérisoire au cas elle ne serait pas soutenu par le gouvernement américain. En Angleterre, la Royal Bank of Scotland a été sauvé par le gouvernement avec une perte historique et en Suisse les principales banques ont subi des pertes milliardaires. Avec cela, le système de crédit est paralysé et les seules sources de prêt qui fonctionnent réellement aujourd'hui sont les gouvernements, ce qui rend non-viable un investissement rapide par les capitalistes.

D'autre part, la crise est mondiale, elle s'étend sur tous les continents dans des échelles gigantesques de chute. Depuis les Etats-Unis jusqu'en Europe, en passant par l'Amérique latine, la récession devient de plus en plus profonde. En Asie, le Japon se trouve à la tête de statistiques terribles. La destruction de forces productives atteint une envergure inimaginable. Dans tous les continents, le nombre de



chômeurs, déjà élevé, tend à croître les prochains mois. En perte d'emplois et de production, les chiffres sont déjà très supérieurs à toutes les récessions de l'après-guerre. Aux Etats-Unis, 2 600 000 emplois se sont évaporés entre décembre 2007 et décembre 2008. En janvier s'y sont perdus 20 mille postes de travail par jour et en février 2009, plus de 600.000 avaient été supprimés. L'Organisation Internationale du Travail prévoit la perte de 50 millions d'emplois en plus en 2009, arrivant à un total de 230 millions dans le monde.

Dans le secteur de l'automobile, autre fois le principal secteur de biens de consommation durables, il y a une chute généralisée dans la production mondiale. La GM et Chrysler ont dû recourir à des prêts du gouvernement pour survivre. La valeur de marché de la GM est inférieure à celle d'il y a 50 ans. Les entreprises sidérurgiques ferment des sites et les minières suspendent la production de fer et d'autres métaux. Pour la classe ouvrière, il s'agit d'une offensive bourgeoise gigantesque contre ses conditions vie et ses droits acquis. Pour le capital, c'est la seule issue pour stabiliser la crise et essayer une récupération.

Dans *Mise à jour du programme de transition*, Moreno a détaillé la manière dont les facteurs politiques, spécialement la crise de direction révolutionnaire, ont un rôle objectif dans l'économie et dans la façon de sortir des crises ou d'y entrer. Le boom économique de 20 ans dans l'après-guerre s'explique seulement par la collaboration active de la bureaucratie soviétique pour freiner la révolution et soutenir la reconstruction du capitalisme en Europe Occidentale. Moreno affirme que la politique domine l'économie dans l'époque impérialiste, à un tel point que même le boom de 20 ans ne peut être compris que comme une partie de la confrontation entre révolution et contre-révolution mondiale, qu'il n'y aurait pas eu une reconstruction de l'économie allemande et japonaise, ni de l'europpéenne, sans la participation active et consciente du Kremlin, qui a ordonné à ses partis, qui dirigeaient le prolétariat des principaux pays, de collaborer pour la suraccumulation de bénéfices dans les centres impérialistes et dans les pays semis-coloniaux et coloniaux. Cela a aussi permis à la bureaucratie de reconstruire « son Etat », mis à mal par la guerre, et de reporter la crise économique pour environ vingt ans.

Une des raisons pour l'hypothèse d'une nouvelle vague descendante est maintenant que la crise a comme épïcentre l'économie des Etats-Unis et d'autres puissances impérialistes. Le détonant de cette vague est la combinaison d'une accumulation de contradictions, des nécessités de l'accumulation de capital qui exigeaient de plus en plus d'extraction de survaleur et de pillages de matières premières, et dont la dernière expression a été la politique du *nouveau siècle américain* et le militarisme de Bush. L'expansion internationale du capital financier et son expression militaire étaient essentielles pour maintenir la croissance.

Quand cette politique a fait face une forte résistance des masses et a été mise en échec, une crise de graves proportions est apparue et les bénéfices ont dégringolé, ce qui a occasionné la chute de tout l'espoir de profit qui nourrissait la croissance du capital spéculatif et les bulles. La défaite de Bush n'est pas seulement la défaite d'une certaine orientation de gouvernement ; c'est la faillite du projet intégral et, pour cette raison, elle est plus profonde et a des conséquences directes dans la solidité économique de l'impérialisme.

La combinaison de la crise politique préexistante avec l'éclosion de cette crise économique profonde dans le cœur de l'économie capitaliste a mené à une crise de domination, une crise de l'ordre mondial installé de manière unilatérale par l'impérialisme américain après la restauration du capitalisme dans les anciens Etats Ouvriers. La même combinaison de causes qui a mené à l'éclosion de la situation révolutionnaire mondiale, a mis en crise l'ordre mondial, au fur et à mesure que la domination impérialiste trouve une résistance de plus en plus vaste. Malgré l'immense effort politique et militaire après le 11 septembre 2001, l'impérialisme n'est pas parvenu à imposer une stabilité qui permet son fonctionnement ordonné.

La défaite du projet de Bush, de la plate-forme du « *nouveau siècle américain* », n'a pas été une moindre question. C'était la stratégie d'utiliser la domination économique et militaire spécialement pour imposer un ordre stable, avec le contrôle total des richesses énergétiques au prix de l'augmentation du bonapartisme, aux Etats-Unis eux-mêmes. Mais cette stratégie a perdu du terrain et a accumulé des défaites qui ont ouvert une crise politique profonde dans l'impérialisme. Si nous faisons la comparaison avec le Vietnam, nous pou-

vons dire qu'il n'y a pas une défaite spectaculaire, comme l'abandon de Saïgon en hélicoptères. Mais, dans un sens, elle est plus profonde.

En dépit d'une supériorité militaire initiale écrasante, les Etats-Unis ont dû avaler l'échec en Iraq, la crise de plus en plus grande en Afghanistan, les revers d'Israël au Liban et, récemment, l'acceptation de la défaite de Géorgie face à la Russie. Font aussi partie de ces défaites, l'échec du putsch au Venezuela et la chute de plusieurs gouvernements néo-libéraux, outre l'existence simultanée d'une série de gouvernements populistes avec des frictions avec Washington. Ces revers d'ensemble ont affaibli le pouvoir d'intimidation et ont rendu non-viable la stratégie avec emphase sur l'utilisation de la supériorité militaire, personnifiée par Bush. La défaite de Bush et de son projet bonapartiste et l'élection d'Obama reflètent cette crise.

## **La nouvelle politique de l'impérialisme**

Le nouveau président américain vient pour essayer de recomposer le régime après la défaite de Bush, en profitant de la sympathie énorme qu'il a réveillée dans les masses, non seulement des Etats-Unis mais du monde entier.

C'est une tentative de recomposer la direction, comme il a dit dans son discours de possession : « nous sommes préparés pour diriger ». L'impérialisme sait qu'il doit présenter une autre face pour pouvoir contrôler la crise et reconstituer la stabilité et l'ordre mondial.

La politique de *réaction démocratique* a l'appui d'un vaste éventail de stratèges de l'impérialisme, qui vont depuis Kissinger jusqu'à Brzezinski, et proposent une politique différente de celle de Bush, à incarner par Obama avec une tactique visant au « dialogue » et à une hégémonie plus « concertée » et moins ambitieuse dans ses objectifs.

Cette politique ne signifie pas le renoncement à l'utilisation de la force, mais c'est une nouvelle localisation du recours aux accords par rapport à la ressource de l'invasion pure et simple. Les premiers discours et les voyages de Hillary Clinton indiquent déjà ce changement. Tant par rapport à la Chine que par rapport à la Russie, on parle de distension, de suspendre les attaques les plus directes et d'arriver à des accords avec davantage de poids dans la négociation

ou dans ce qu'on appelle le *soft power*. Par rapport à l'Iran aussi, on négocie une première forme de dégel, toujours en maintenant la politique d'éviter l'armement nucléaire et d'utiliser les sanctions et les chantages.

Une alliance avec la Russie et la Chine est recherchée pour faire pression sur l'Iran, une alliance contrôlée par les Etats-Unis, sans attaque militaire directe pour un certain temps et sans permettre qu'Israël le fasse pour le moment. (Bush avait déjà interdit une attaque d'Israël en 2008). Mais, évidemment, cela ne signifie pas que l'impérialisme va devenir « humanitaire » ou « démocratique » à partir de l'arrivée d'Obama.

La politique de réaction démocratique va inclure maintenir l'utilisation des sub-métropoles, comme le Brésil, avec son nouveau rôle en Amérique latine. Ce rôle est d'aider de l'impérialisme, au moyen de l'intervention dans des conflits, comme en Haïti et de la soumission des pays semis-coloniaux les plus pauvres comme dans les chocs avec l'Equateur, la Bolivie et le Paraguay. Cela mène à ce que le Brésil est connu comme « impérialiste » dans toute la région voisine. Le même rôle est réservé à l'Inde dans la région du Sud-est d'Asie.

D'autre part, l'impérialisme prend contact avec les forces qui dirigent la résistance dans des régions clef comme le Moyen-Orient, comme c'est le cas pour le Hamas. Pour cela, il utilise des gouvernements comme le syrien, auparavant considéré une partie de l'« axe du mal », et qui a des relations avec le Hezbollah. L'objectif général de cette nouvelle analyse est d'obtenir que ces secteurs abandonnent sur la table de négociation ce qui a été conquis dans l'action directe et dans la résistance.

La crise économique a mis en échec l'ordre mondial et a obligé à examiner ouvertement la nécessité d'une réforme politique dans les institutions mondiales chargées de l'économie et du système financier, qui avaient été créées dans l'accord de Bretton Woods. La proposition aujourd'hui, tant du *Monde diplomatique* que de certains économistes de prestige aux Etats-Unis, comme Krugman ou Stiglitz, est un nouveau Bretton Woods. L'appel à la réforme du FMI et de la Banque Mondiale fait partie de cette réorientation. Ce serait l'expression d'un plus grand consensus entre les puissances impéria-

listes, qui inclurait aussi les pays appelés émergents, avec le G-20, comme il est apparu déjà lors de la dernière réunion du G7.

Toutefois, imaginer que la bourgeoisie des Etats-Unis et l'impérialiste d'ensemble puissent partager les rênes avec les bourgeoisies émergentes, même avec la crise, est ne pas comprendre le caractère des relations entre les Etats.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, il y avait un gagnant clair et un chef du bloc contre-révolutionnaire, les Etats-Unis, qui pouvaient imposer leur volonté aux autres nations et concrétiser les institutions économiques pour imposer leur politique, leur monnaie comme réserve mondiale, leurs critères de contrôle des comptes. Maintenant, tout paraît beaucoup plus difficile, parce que chaque résolution signifie aussi des pertes pour des secteurs bourgeois et des pays impérialistes.

Ce qui sort des négociations, jusqu'à présent, sont des déclarations d'intentions, des appels génériques pour sauver l'économie, des noms d'oiseaux contre le protectionnisme, qui sont oubliés le lendemain.

On parle d'une plus grande régulation du système financier, et d'un système de régulation mondial. Il est possible qu'il y ait un certain type d'avancée dans le contrôle des banques par les Etats nationaux. L'effondrement du système financier est tellement profond qu'il peut jusqu'à y avoir une nationalisation temporaire, partielle ou générale, aux Etats-Unis. Il y a une lutte politique en cours et y compris des figures liées au capital financier soulèvent cette hypothèse, comme Ben Bernanke. Le gouvernement Obama fait pression sur l'UBS suisse pour ouvrir les comptes secrets qui ont servi pour des fraudes contre l'agence fiscale des Etats-Unis. L'Union européenne fait fortement pression sur la Suisse et le Liechtenstein pour la même raison, le secret bancaire qui cache des fraudes et des blanchiments. Mais nous ne voyons pas la possibilité de monter un système régulateur mondial pour tout le capital financier par l'intermédiaire d'accords internationaux. Le plus probable est que chaque Etat essaye d'imposer ses règles, pour essayer de sauver son propre système financier.

## L'hégémonie américaine est-elle mise en question ?

On parle beaucoup de crise ou de perte de l'hégémonie des Etats-Unis comme un élément politique, en reflétant la vision d'une hégémonie basée le consensus. Mais quand nous parlerons d'hégémonie, nous nous référons à la prédominance d'un certain impérialisme, basé sur des relations matérielles qui lui donnent la possibilité d'exercer cette prédominance.

Jusqu'à 1914, l'hégémonie était de la Grande-Bretagne. L'impérialisme anglais dominait le monde grâce à plusieurs éléments combinés : a) sa la plus grande structure productive (bien que les Etats-Unis s'y étaient approchés depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle et les ont dépassées dans l'industrie avant 1914). L'Angleterre dominait le marché mondial, les colonies et l'accès aux matières premières. b) Elle était le centre mondial du capital financier. c) Elle était la plus grande force militaire, par sa Marine de guerre, la plus grande et la plus puissante du monde.

Trotsky a analysé dans plusieurs textes, dont *La situation mondiale*, de 1921 et *L'Europe et l'Amérique*, de 1926, le surgissement de l'impérialisme américain et comment celui-ci se met à essayer de gagner l'hégémonie mondiale à partir de la Première Guerre mondiale. Pour Trotsky, les bases matérielles de ce surgissement ont été : a) le développement de la production matérielle, la manière de développer une structure productive, b) le capital financier américain en assumant un rôle international dans le processus de reconstruction de l'Europe, en pénétrant en Allemagne, la France et l'Angleterre, et c) la croissance de ses Forces Armées, spécialement la Marine. Trotsky est alors arrivé à prévoir une guerre entre les Etats-Unis et l'Angleterre, à cause de la concurrence entre l'impérialisme dominant jusqu'alors et le principal concurrent émergent. Mais les défaites de la révolution allemande donnent lieu à un facteur inattendu, le retour au premier plan de l'impérialisme allemand sous la politique fasciste de Hitler, qui essaye de détruire l'Etat ouvrier soviétique, et mène à la confrontation avec les impérialismes anglais et français et à la menace sur la prédominance américaine, ce qui déclenche la Seconde Guerre mondiale.

A partir de la Seconde Guerre mondiale, avec la défaite du nazisme, les Etats-Unis consolident de façon encore plus absolue leur prédominance et subordonnent les autres impérialismes, sans compter que leur supériorité a une différence qualitative par rapport à la puissance hégémonique précédente. A ce moment-là, l'accord contre-révolutionnaire avec la bureaucratie soviétique était indispensable, étant donné la situation révolutionnaire qui régnait dans le monde et l'expropriation de la bourgeoisie dans un tiers de l'humanité. Par conséquent, l'ordre mondial était basé sur la collaboration contre-révolutionnaire entre les Etats-Unis et la bureaucratie soviétique. Sans la collaboration de l'ancienne URSS, il aurait été impossible d'éviter la révolution en France et en Italie, et de reconstruire le capitalisme en Europe Occidentale.

## **L'hégémonie américaine dans l'après-guerre**

Comme Moreno a analysé en *Mise à jour du programme de transition*, l'hégémonie nord-américaine dans l'après-guerre a été supérieure à toutes les précédentes de l'époque impérialiste. Il s'agissait d'une supériorité économique, politique et militaire sans précédent. Les Etats-Unis s'étaient mis à occuper clairement le poste de chefs du bloc contre-révolutionnaire. Ils ont soumis politiquement et militairement l'impérialisme japonais et l'allemand, et ils se sont appropriés de leurs marchés coloniaux, tandis que l'Angleterre et la France ont commencé à avoir un rôle auxiliaire dans l'ordre mondial.

Sur le plan économique, l'hégémonie se manifestait avec clarté dans le terrain productif : 50% de la production industrielle provenaient des Etats-Unis. Le capital financier américain a été le responsable de la reconstruction de l'Europe et du Japon et s'est mis à avoir une participation directe dans les investissements de capital dans ces pays, dont l'industrie est devenue dépendante des exportations pour le marché américain. L'industrie de l'armement et les effectifs militaires des Etats-Unis sont qualitativement supérieurs à ceux de tout autre impérialisme, et le seul concurrent sur ce terrain était l'URSS.

Cette hégémonie s'est matérialisée dans les institutions de Bretton Woods, dans l'adoption du dollar comme monnaie de réserve dans l'économie mondiale, dans le commandement de l'OTAN sur le ter-

rain militaire. Et l'ONU est restée comme la scène des accords contre-révolutionnaires pour maintenir l'ordre, avec la bureaucratie soviétique et les autres impérialismes.

Cette hégémonie sans précédent est encore renforcée après la chute du stalinisme en URSS et en Europe de l'Est. La domination était d'une telle dimension que beaucoup d'analystes ont appelé cette période l'« ordre unipolaire ». Toutefois, la dislocation du stalinisme durant les années 90 a affaibli cet ordre mondial en deux sens: les appareils contre-révolutionnaires qui freinaient et négociaient au nom du socialisme, afin de maintenir l'ordre capitaliste, ont cessé d'accomplir ce rôle. Les appareils militaires des Etats ouvriers bureaucratiques, qui contrôlaient des secteurs complets de la planète, ont cessé d'accomplir ce rôle de gendarme, en laissant tout entre les mains de l'impérialisme. Un exemple éloquent de cela est l'Afghanistan, contrôlé durant les années 80 par les troupes de l'URSS et vivant aujourd'hui dans une instabilité croissante, avec des troupes d'occupation de l'OTAN de plus en plus isolées et avec un gouvernement marionnette qui ne contrôle pratiquement rien. Ce fait monumental a fait qu'une des jambes qui soutenaient cet ordre mondial trébuchait, en faisant, d'une part, que le commandement soit encore davantage concentré aux Etats-Unis, et d'autre part, que ceux-ci sont restés sans compagnon pour contrôler l'ensemble des peuples, spécialement là où il y avait de la résistance.

## **Fin de l'hégémonie des Etats-Unis ou la chute générale du capitalisme ?**

On parle aujourd'hui de décadence inexorable de l'hégémonie nord-américaine. Un des arguments est la perte du rôle relatif des Etats-Unis dans la production, une réalité qui devient évidente depuis les années 80 et qui s'est aggravée à la fin des années 90. L'industrie étasunienne, qui est arrivée à être responsable de 50% de la production mondiale dans l'après-guerre, n'arrivait pas à 30% du PIB industriel mondial en 2007. Mais il n'en a pas été ainsi sur le terrain financier, et moins encore sur le militaire où les Etats-Unis ont presque 50% de toutes les dépenses mondiales en armements.



Si nous sommes conséquents avec la caractérisation sur la prédominance du capital financier dans la phase impérialiste, cette situation, loin de montrer une chute relative, consacre l'affirmation de l'hégémonie des Etats-Unis. Alors que le capital financier se centralise aux Etats-Unis et en Angleterre - processus approfondi dans la décennie de 80-90 avec les politiques de Reagan-Thatcher - et la prédominance militaire des Etats-Unis est de plus en plus forte, la structure industrielle productive s'est déplacée progressivement vers la périphérie, spécialement vers l'Asie, grâce à une politique consciente de l'impérialisme. Mais cette forme d'accumulation est maintenant entrée en crise avec toute la force. Le problème est que les contradictions ne sont pas seulement des Etats-Unis, car cette forme d'accumulation et ses contradictions se sont étendues au monde entier. Nous n'assistons très probablement pas à une baisse relative des Etats-Unis face aux autres concurrents, mais à la baisse de l'ensemble du système capitaliste international, qui va entraîner avec lui l'ensemble des pays, les impérialistes, les coloniaux et les semicoloniaux.

## **Pourquoi n'y a-t-il pas de candidats réels pour occuper le rôle des Etats-Unis ?**

Depuis la Seconde Guerre mondiale, le rôle des principaux impérialismes est subordonné à l'hégémonie des Etats-Unis. Pendant plus de 50 ans, comme expression de la défaite militaire en 1945, ni l'Allemagne, ni le Japon ont pu avoir des effectifs militaires dans des missions à l'étranger. Mais cette place subordonnée sur le terrain militaire a été intimement en rapport à la dépendance économique qui vient depuis la Seconde Guerre mondiale, et avec le modèle que ces pays ont implanté. Le capital financier des Etats-Unis a pénétré de manière profonde dans la structure économique de l'Europe.

L'Allemagne est une économie exportatrice dont l'UE elle-même et les Etats-Unis sont le principal marché. La France a une économie inférieure à celle de l'Allemagne. La bourgeoisie de ce pays a profité de l'alliance avec l'Allemagne qui a propulsé l'UE, mais elle ne peut pas défier les Etats-Unis, non seulement par son rôle secondaire, mais par l'objection de l'Allemagne à que l'UE se profile comme al-

ternative face aux Etats-Unis. La bourgeoisie française essaye donc de s'adapter à ce rôle secondaire. Ce n'est pas par hasard que Sarkozy a été élu avec la proposition de s'identifier davantage avec l'« allié stratégique ». Et l'Europe ne dispose pas d'un Etat unique pour diriger la compétition<sup>3</sup> ; chaque bourgeoisie nationale défend son propre capital, son propre marché, comme il a été évident à l'heure actuelle de crise.

Le Japon, outre la question militaire, dépend aussi des exportations vers le principal marché, les Etats-Unis. Le rôle des Etats-Unis dans la reconstruction de l'après-guerre, dans les entreprises et dans l'interdépendance de capital et de marchés, empêche que l'Europe ou le Japon soit concurrent pour l'hégémonie.

L'hypothèse que les pays appelés émergents, précédemment non atteints par la crise, pourraient échapper d'elle ou même donner une sortie à la situation mondiale, a été totalement réfutée par la réalité. La Russie a été fortement atteinte depuis bien avant la crise. La Chine, le Brésil et l'Inde sont engloutis par la crise à une vitesse telle que du jour à la nuit, toutes les données du PIB, de l'emploi, des exportations, du crédit, etc. sont complètement dépassés par les événements. La Chine a déjà perdu 20 millions d'emplois et la chute de ses exportations a surpris par la rapidité. L'économiste en chef du HSBC<sup>4</sup> en Chine a affirmé que les exportations pourront tomber jusqu'à 19% dans le premier trimestre de 2009, menant à une spirale descendante dans l'économie mondiale. Des milliers d'entreprises ont fermé les portes dans la région, surtout celles orientées vers l'exportation. Le Brésil a déjà perdu au moins 1 500 000 emplois depuis décembre 2008. La chute du PIB industriel brésilien de 12% en décembre est un record des 18 dernières années. L'Inde subit aussi des chutes de la production et des faillites d'entreprises.

Mais, outre cette discussion plus conjoncturelle, il y a l'hypothèse que certains de ces pays, spécialement la Chine, puissent devenir une puissance impérialiste dominante. Cette opinion s'appuie sur un fait réel : l'immense capacité de production installée dans le pays et sa modernisation accélérée durant les dernières années. Mais ce que

---

<sup>3</sup> Voir article de Felipe Alegria dans cette édition du *Marxisme Vivant*

<sup>4</sup> Hongkong and Shanghai Banking Corporation

certain théoriciens, comme Chesnais, Giovanni Arrighi et d'autres, ne voient pas, c'est que cette immense machine de production n'a pas la moindre possibilité de développement autonome, moins encore de développement impérialiste. Il s'agit d'une semi-colonie ou d'un pays en processus de semi-colonisation. Elle a une importance énorme pour la production mondiale, mais cela n'est pas une raison pour qu'elle cesse d'être une semi-colonie. Sa dépendance du capital et des marchés des Etats-Unis empêche toute possibilité de se transformer en une puissance impérialiste.

La Chine comme « usine du monde » est la propriété, dans une large mesure, des capitaux impérialistes, et elle n'a pas de conditions de garantir une réalisation de la survaleur si ce n'est par l'exportation de marchandises aux centres impérialistes. En vérité, ce qu'il y a eu, c'est une pénétration du capital financier américain, européen et japonais pour extraire d'immenses masses de survaleur et compenser la baisse du taux de bénéfices dans les centres du système.

Le fait qu'une importante partie des titres des Etats-Unis soit garantie par capital originaire de la Chine, renforce seulement cette relation de dépendance. L'arrivée de la récession mondiale à la Chine, avec des statistiques qui explosent, vient de réfuter les hypothèses qu'elle puisse devenir une nouvelle puissance à partir de ce « modèle » ; moins encore est-il question d'être hégémonique.

Quant à la Russie, le conflit récent avec la Géorgie et son affirmation militaire face à cette attaque de l'impérialisme américain avaient donné l'impression qu'elle aurait des conditions de compéter pour une place de puissance impérialiste. Mais la réalité a montré que la Russie est un pays en processus de semi-colonisation et, de manière défensive, sa bourgeoisie cherche à préserver au maximum son espace face à l'avance de la recolonisation. Dans ce cadre, elle a des frictions avec l'impérialisme et réagit de manière défensive face à l'avance de l'impérialisme sur le terrain de l'énergie et sur le terrain militaire. Mais l'association de la bourgeoisie russe aux capitaux européens et américains et sa dépendance charnelle des exportations de pétrole et de gaz, montrent l'impossibilité d'avoir un développement autonome, et certainement, celle d'être une alternative de puissance impérialiste. La Russie s'inscrit dans la catégorie de sous-métropole. Les statistiques de la chute de l'activité en Russie, de

l'ordre de 30% dans les réserves monétaires sur la Bourse, et la dévaluation énorme du rouble, directement liée à la baisse des prix du gaz et du pétrole, démontrent ce rôle limité et dépendant que la Russie maintient face à l'économie mondiale et à l'impérialisme.

## **Les perspectives**

Qu'il n'y ait pas de candidats en conditions de remplacer les Etats-Unis dans l'hégémonie mondiale, ne signifie pas qu'il ne va pas y avoir tout type de chocs. La compétition pour l'espace sur les marchés et sur l'approvisionnement vont se multiplier. La tendance est d'augmenter le protectionnisme et les subventions, parce qu'il y a la compétition entre les secteurs de la bourgeoisie impérialiste et même les secteurs de celle des semi-colonies, à propos de qui va avoir à réduire ses profits ou fermer des entreprises de plus en plus. Les conflits régionaux tendent aussi à apparaître pour le même motif : la compétition entre les blocs et à l'intérieur des blocs commerciaux existants, comme maintenant en Union européenne ; les confrontations militaires régionales et aussi les guerres civiles.

Toutefois, même avec une telle gravité de la crise, nous ne voyons pas dans l'horizon proche la possibilité de guerre inter-impérialiste, mais plutôt des frictions et de la concurrence pour des marchés, puisqu'il n'existe pas aujourd'hui une puissance en conditions de concurrencer l'hégémonie mondiale. Par rapport à la question militaire, certains secteurs ont soulevé la possibilité que l'Union européenne entre dans une dynamique militaire propre, mais les gouvernements allemand et français se sont déjà clairement prononcés à ce sujet : la priorité à l'heure actuelle est la coopération militaire entre l'UE et l'OTAN, autrement dit, avec l'impérialisme américain.

La possibilité de faillites de pays est de nouveau à l'ordre du jour. Bien que jusqu'à présent le seul cas soit l'Islande, plusieurs pays sont évalués comme en situation de risque grave, comme la Hongrie, la Pologne, la Biélorussie, la Lettonie, la Lituanie, l'Ukraine, le Pakistan, l'Equateur et l'Argentine. Certains ont évité la faillite parce qu'ils ont recouru au FMI. Il existe déjà des préoccupations croissantes, même avec des pays de l'Europe des 15, comme la Grèce et l'Irlande. Les préoccupations se sont étendues à l'Angleterre - dont la

monnaie a été dévaluée de 35% depuis le début de la crise - à l'Espagne et à l'Italie.

Le poids des sous-métropoles dans la sustentation de l'ordre mondial, comme la Russie et l'Inde, peut augmenter. C'était déjà la politique de Bush, au moins par rapport à l'Inde et au Brésil.

Au Moyen-Orient, il y a eu un renforcement de l'Iran, du Hezbollah et maintenant du Hamas. En Amérique latine, la crise va frapper durement et il peut y avoir des tentatives de secteurs bourgeois face à la crise et la pression des masses, pour chercher une certaine marge de manœuvre et avancer d'autres phénomènes de type bonapartiste sui géneris comme Chavez.

La combinaison entre la crise économique mondiale de caractéristiques dépressives, la crise de domination de l'impérialisme américain et la non-existence de concurrents à la hauteur de prendre sa place, fait que l'hypothèse la plus probable est qu'il y ait une longue période d'instabilité, que l'impérialisme va décharger les coûts sur la classe ouvrière et sur les peuples, quitte à faire face à une forte résistance et à une grande polarisation sociale. Des périodes comme celle-ci peuvent ouvrir des situations qui mettent à l'ordre du jour la possibilité de lutte pour le pouvoir par le prolétariat. Les variantes fascistes ne sont pas non plus à écarter au cas où la crise de direction révolutionnaire empêcherait le prolétariat de donner une issue de pouvoir de classe. Cette crise tend donc à être une crise longue et sans issue, jusqu'à ce qu'un des adversaires de classe impose une défaite catégorique à l'autre.

Quand la crise s'est déclenchée, nous étions au milieu d'une situation révolutionnaire mondiale. Alors que certains raisonnent de manière simpliste, en croyant qu'avec la crise, nous allons vers une montée révolutionnaire, d'autres tendent à mettre en question la caractérisation précédente, et à dire qu'en effet nous allons maintenant entrer dans une situation révolutionnaire. En premier lieu, l'explication de l'éclosion elle-même de la crise a à voir avec les défaites de l'impérialisme face à l'action des masses, défaite qui a été combinée avec les contradictions accumulées par l'économie impérialiste.

En outre, l'idée de mettre un signe d'égalité entre la crise en elle-même et la révolution est fautive. L'éclosion de la crise signifie une offensive bourgeoise violente contre la classe ouvrière, une offen-

sive qui se matérialise dans les millions de licenciements, dans les attaques aux droits sociaux, dans les expulsions de leur logement de millions de familles, dans beaucoup d'autres millions abandonnés à la misère.

Dire que nous vivons dans une situation révolutionnaire mondiale signifie qu'il y a des confrontations fortes entre révolution et contre-révolution. Qui plus est, quand nous soulignons que nous entrons dans la plus grande crise depuis 1929 et que les prochaines années peuvent être encore pires que la décennie de 1930, cela ne signifie pas un signal d'égal avec une ligne droite vers la révolution, cela dépendra de la lutte de classes. La crise elle-même de 1929 a été une démonstration qu'une dépression conduit à une forte polarisation qui a donné naissance à des situations révolutionnaires aiguës, mais qui ont été mises en échec par la trahison du stalinisme et le surgissement du nazi-fascisme.

Comment la classe ouvrière va-t-elle réagir face à cette offensive ? Il peut y avoir une réaction offensive, mais aussi un reflux, sous la pression du chômage massif. Il est important de souligner que la possibilité d'entrée en action offensive de la classe ouvrière des pays impérialistes est à l'ordre du jour.

Une possible intervention des masses pourrait marquer un nouveau virement brusque dans la situation mondiale. Mais c'est une possibilité, et même l'entrée en scène de la classe ne signifie pas un chemin linéaire jusqu'à la révolution. Une crise de cette envergure produit une polarisation sociale beaucoup plus aiguë. La bourgeoisie va attaquer durement et à la fois utiliser les conséquences de la crise qu'elle-même a créé pour faire appel au calme social et aux accords. D'autre part, face à la possible réaction des masses, il existe de nouveau la possibilité du fascisme. Finalement, le scénario est ouvert et la lutte de classes devra donner le dernier mot.

# La signification historique de la crise de 1929

João Henrique Galvão  
Parti Socialiste des Travailleurs Unifié (PSTU), Brésil

La crise de 1929 a été un point d'inflexion clair dans le développement du capitalisme. Il s'agit, avec la dépression économique qui l'a suivie, d'un processus commencé dès la Première Guerre mondiale et qui se termine avec la Seconde. Cette période a marqué le passage du rôle d'impérialisme dominant de la Grande-Bretagne vers les Etats-Unis d'Amérique.

Suite à la récupération de l'après-guerre, avec la reprise d'une production « normale », l'économie a traversé sa première phase de crise de surproduction en 1921-22.<sup>5</sup> Une croissance soutenue par le capital spéculatif a commencé en 1924, qui a mené à la faillite de la bourse de New York cinq ans plus tard lors du « jeudi noir ». Ce 24 octobre 1929, tous les actionnaires ont voulu vendre en même temps, alors que personne n'achetait. Quelques heures après la fermeture des bourses, onze investisseurs qui avaient tout perdu se sont suicidés.

Dans le but d'éviter la dépression, les gouvernements ont alors injecté du crédit et de l'argent - augmentant ainsi le capital fictif - ce qui a permis une légère récupération jusqu'en 1931. L'adoption de mesures protectionnistes, en particulier la loi Hamley-Smoot, a fait que la crise atteignit un nouveau pic en 1933. Dans cette phase, l'économie mondiale était définitivement entrée en dépression. Après une légère récupération à la fin de 1936, le dernier pic de la crise est arrivé en 1938. N'ayant pas résolu ni la crise de surproduction récurrente ni celle de la diminution du taux de profit, l'impérialisme a recouru une fois de plus à la destruction physique en masse de forces productives. Comme Lénine l'avait observé dans son livre *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, les nations allaient

---

<sup>5</sup> Concernant l'origine des crises de surproduction capitaliste et leur relation avec la loi décroissante du taux de profit, voir l'article précédant, de José Welmovicki.

développer à l'extrême la lutte pour la division du monde et des marchés, en déclenchant la Seconde Guerre mondiale. Avec la prise du pouvoir par le prolétariat, ce massacre aurait pu être évité. Toutefois, cette voie a été avortée par l'action du stalinisme, en particulier avec sa capitulation aux démocraties bourgeoises qui ont permis l'écrasement de la révolution espagnole par l'armée franquiste (1936-39).

La « Grande Dépression » a démontré que le capitalisme ne s'effondre pas tout seul. Si, à côté de l'offensive du capital pour récupérer la croissance du taux de profit, il n'y a pas une alternative de mobilisation et d'organisation de la classe ouvrière, au moment de la polarisation sociale, certaines couches du prolétariat, et surtout de la classe moyenne, peuvent se rapprocher de courants contre-révolutionnaires comme le fascisme. L'augmentation sans précédent de chômeurs et du lumpenprolétariat y a contribué, ce qui a affaibli le prolétariat et a augmenté la décadence de la petite bourgeoisie qui tend à tomber dans le désespoir. Pour cette raison, au milieu de la crise, « *laisser passer le temps, cela ouvre une perspective pour le fascisme et non pour la révolution prolétarienne* ».<sup>6</sup> Aujourd'hui, presque 80 ans plus tard, la crise actuelle est loin d'être une page tournée de l'histoire ; elle a poussé à reprendre avec force l'étude des causes et des conséquences de celle de 1929. Il n'y a aucune perspective de pouvoir éviter de futures crises, comme l'ont toujours désiré les économistes bourgeois, car ce n'est pas en régulant plus ou moins le marché, l'émission de crédits et d'argent, le contrôle de l'activité spéculative, que de nouvelles crises de surproduction seront évitées. Pour cette raison, d'innombrables crises ont traversé le capitalisme tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle, malgré les théories keynésiennes et monétaristes. Voilà pourquoi la crise actuelle est déjà comparable à celle de 1929, comme l'admettent les idéologues les plus lucides de la bourgeoisie, bien que cela soit pour recommander toujours les mêmes remèdes dont on sait qu'ils ne fonctionnent déjà plus, si ce n'est même pour essayer d'en dissimuler la véritable profondeur.

---

<sup>6</sup> L.Trotsky, *Où va la France ?* (1934-38)



## L'impact de la Première Guerre mondiale

La Première Guerre (1914-1918) a été le résultat de la lutte pour la division du monde et a imposé une première distribution entre une poignée de puissances impérialistes. En cette occasion, les coûts de la guerre des pays européens belligérants ont fait diminuer leur production de plus d'un tiers. L'Allemagne, l'Empire austro-hongrois et la Russie ont vu leur production nationale réduite de moitié, alors que le Japon et les Etats-Unis se sont enrichis.

Avec cela, les Etats-Unis, indirectement impliqués dans la Première Guerre mondiale, se sont consolidés comme la plus grande économie industrielle, en réalisant plus d'un tiers de la production mondiale. Mais ce ne fût qu'après la guerre qu'ils furent en conditions de disputer l'hégémonie sur l'économie et les marchés avec la Grande-Bretagne, l'ancienne première puissance mondiale, très affaiblie à la fin de la Première Guerre mondiale. Les Etats-Unis sont devenus le principal pays bailleur de fonds du monde et leur développement a été vertigineux, en devenant responsable de plus de 42% de la production mondiale en 1929. D'autre part, la faillite économique européenne suite à la guerre, a restreint l'exportation de marchandises américaines vers le vieux continent. Tout ce mouvement a donné lieu à un processus inédit de concentration de capitaux, menant à la faillite de banques et de milliers d'entreprises : en 1929, 200 entreprises contrôlaient 49,2% du capital existant, et en 1933 elles contrôlaient déjà 56%.

Les nouvelles frontières, dessinées par les puissances impérialistes, limitaient le commerce international, étant donné l'augmentation des taxes douanières. En outre, des différences dans les taux d'intérêt entre les pays, ainsi que les grands endettements de guerre, ont compliqué le retour à la stabilité existante avant 1914. Les conquêtes du mouvement ouvrier d'après-guerre, comme l'augmentation des salaires et la réduction de la journée de travail, ont aussi réduit le taux de profit capitaliste. Face à l'abondance de marchandises, les prix commencèrent à décliner.

C'est ainsi qu'au terme de la guerre, Trotsky avait signalé: « *Dans la sphère économique, ces ruptures et rétablissements constants de l'équilibre prennent la forme de crises et de booms. Dans la sphère*

*des relations entre les classes, la rupture de l'équilibre consiste en grèves, en lock-outs, en lutte révolutionnaire. Dans la sphère des relations entre Etats, la rupture de l'équilibre est la guerre, ou alors, plus sournoisement, la guerre des tarifs douaniers, la guerre économique ou le blocage. »*

Entre 1919-1923, il y a eu une situation révolutionnaire dans toute l'Europe. Mais cette montée a été mise en échec surtout par la trahison de la social-démocratie. La récession de 1920-1922 a permis aux capitalistes d'imposer des défaites au mouvement ouvrier, qui se réorganisait après la Première Guerre mondiale et était influencé par la victoire de la Révolution russe.

L'Etat ouvrier en Russie s'est maintenu avec beaucoup de difficultés, à cause de son isolement, surtout après la défaite des révolutions allemande et hongroise. Cette situation révolutionnaire s'est conclue en 1923. Comme produit de la réaction capitaliste, le fascisme arriva au pouvoir pour la première fois dans l'histoire, en Italie. Une contre-offensive bourgeoise a brutalement attaqué l'URSS, en imposant une guerre civile qui a détruit son économie. D'autre part, dans les pays centraux, quelques droits durement conquis, comme la semaine de 44 heures et le paiement des heures supplémentaires, ont été éliminés.

## **La consolidation de l'hégémonie nord-américaine**

L'impérialisme anglais dominait le marché mondial jusqu'en 1914-1920. Il a atteint sa position grâce au contrôle de colonies et à l'accès aux matières premières. En outre, il était la puissance militaire la plus forte avant la guerre et il a encore maintenu le poids hégémonique de sa Marine de guerre, la plus grande et la plus puissante du monde, après le conflit. L'impérialisme américain a conquis de l'espace avec le développement de sa production matérielle, et le poids décisif que son capital financier a joué dans la reconstruction européenne, tout cela soutenu par la croissance de ses forces armées. Trotsky avait envisagé l'hypothèse d'une guerre entre l'Angleterre et les Etats-Unis. Mais la défaite du mouvement révolutionnaire allemand a donné lieu à un facteur inattendu : la renaissance de l'impérialisme allemand sous la politique fasciste de Hitler, qui a essayé de détruire l'Etat ouvrier soviétique et qui, en exacerbant la confronta-

tion avec l'impérialisme anglais et français, menaçait aussi la prédominance américaine.

Pour surmonter la crise et la récession de 1924, le gouvernement Coolidge (républicain) a injecté une énorme quantité de crédits (500 millions de dollars) à travers les Banques de la Réserve, ce qui a donné lieu à une expansion bancaire de 4 milliards de dollars en un an. Ce n'est qu'au début de 1929 que la Réserve Fédérale a abandonné cette politique de l'argent facile, alors que ses ressources s'étaient épuisées. Cet argent était soutenu par l'or que les Etats-Unis recevaient comme recouvrement des dettes des pays européens.

En Grande-Bretagne, la survalorisation de la livre a maintenu les prix au niveau de l'inflation de l'époque de la guerre. L'Angleterre était devenue peu attrayante pour des investissements étrangers, et dès lors plus attrayante pour les ventes. Cela fait qu'en 1925, Winston Churchill (alors ministre du Trésor anglais) reprenait l'étalon or, comme c'était le cas avant la Première Guerre mondiale, en établissant une nouvelle relation entre l'or, la livre et le dollar. Mais, alors que la Grande-Bretagne passait par une période de crise monétaire en plein retour à l'étalon or, les Etats-Unis, avec des prix et des taux d'intérêt élevés, devenaient le destinataire privilégié pour les investisseurs. Dans ce cadre, le centre financier de la planète migrait progressivement de l'Angleterre vers les Etats-Unis.

L'immobilier était devenu une ressource attrayante pour l'accumulation de capital. En Floride, par exemple, une classe moyenne naissante commençait à acheter son second logement, tandis que la classe ouvrière souffrait encore de l'absence d'une politique de logement social. Il commençait à y avoir un mouvement d'achats de terrains dans le seul but de les revendre. Et c'est précisément grâce à l'idée d'enrichissement facile que le marché s'est saturé. Ainsi, à partir de 1926, ce « marché d'illusions »<sup>3</sup> a commencé à décliner.

En dépit des apparences, cette croissance localisée de l'économie était typique d'une bulle. Après le boom, des secteurs clef de l'économie comme la construction immobilière n'étaient déjà plus intéressants pour dynamiser le capital, la limite maximale de profit étant atteinte par le développement de la technique et des bas coûts de production. La tendance décroissante du taux de profit se manifestait

doublement, par l'accumulation de capitaux spéculatifs dans le secteur.

Pour éviter le ralentissement économique, le gouvernement américain acheta des titres et finança des achats d'actions sur le marché spéculatif, en gonflant la bulle encore davantage en 1928. Le résultat a été de nourrir encore plus l'activité spéculative. Il paraissait qu'il n'y avait pas de limites pour la croissance future de l'économie ; ce marché d'illusions a atteint son point extrême sur le marché de valeurs le 19 septembre 1929. Toutefois, peu de gens s'attendaient à ce que la plus grande crise du capitalisme jusqu'alors était sur le point d'arriver.

## **La dépression mondiale**

L'agriculture mondiale s'est aussi effondrée. Il y a eu surproduction dans la récolte de 1929 en Europe et l'exportation des Etats-Unis s'est bloquée. La chute dans la production industrielle allait de paire avec la diminution de la consommation de combustibles et de matières premières. C'est-à-dire que la division sociale du travail entre la campagne et la ville provoquait un effet réciproque. Des centaines de petites banques, dont l'activité centrale était d'accorder des crédits agricoles, avaient fait faillite.

L'expansion et l'intégration de l'économie mondiale commençaient aussi à reculer. Ainsi, la crise qui avait explosé aux Etats-Unis touchait aussi les pays d'économies agricoles, fournisseurs de matières premières et d'aliments, ce qui avait un impact négatif sur leurs balances commerciales.

La surproduction a mené à la chute des prix et à la formation de stocks sans acheteur. On en est arrivé au point que les gouvernements devaient littéralement brûler les marchandises, comme les céréales et le maïs aux Etats-Unis. Les deux tiers du café consommé dans le monde provenaient du Brésil, où le gouvernement de Vargas a acheté le café en stock, en 1931, pour le brûler comme charbon dans les locomotives mêmes qui le transportaient.

Cette situation s'est aggravée encore plus à cause de la vague protectionniste croissante. Toutefois, ce mouvement, alors qu'il soutenait les productions nationales, empêchait les exportations. Pour cette raison, aux Etats-Unis, les exportations sont tombées de 5,5

milliards de dollars en 1929 à 1,7 milliards en 1932. L'agriculture, dont une grande partie était destinée à l'exportation, s'effondrait. Entre 1929 et 1932, le commerce mondial a diminué de 60%. Les idées libérales ont souffert un coup tellement fort qu'elles ont été abandonnées pendant des décennies. Comme disait Hobsbawm : « la Grande Dépression a détruit le libéralisme économique pour un demi-siècle. »<sup>7</sup>

Alors que le capitalisme entrait en dépression, il y a eu un pays qui continuait à grandir et qui s'approchait de niveaux proches de celui des puissances impérialistes, l'URSS, le seul Etat ouvrier existant. En réalité, son rythme de croissance industrielle dépassait celui de tout autre pays : entre 1929 et 1935, il avait augmenté de 250%. En outre, d'importants secteurs comme l'industrie lourde (dont la production a plus que doublé) et la production de charbon, de pétrole ou de fer, ont fait un saut gigantesque. Et ceci a été possible parce que « [c'est] seulement grâce à la révolution prolétarienne, [qu'un] un pays retardé a fait, en moins de deux décennies, des pas sans comparaison dans l'histoire ».<sup>8</sup>

Avec le monopole du commerce extérieur et la planification étatique de l'économie, sous les objectifs des *Plans quinquennaux*, la production industrielle de l'URSS a été multipliée par trois entre 1929 et 1940. Le pays a occupé la première place dans la production de tracteurs, et s'il représentait auparavant 5% de la production mondiale de produits manufacturés, maintenant il passait à 18%.

Dans la même période, l'Angleterre, la France et les Etats-Unis ont eu leur part réduite de 59% à 52%. Alors que, durant ces années, le système capitaliste condamnait des millions à la pauvreté, en URSS il n'y avait pas de chômage.

C'est-à-dire, contrairement aux pays capitalistes qui traversaient leur pire crise, l'URSS a eu ce développement industriel impressionnant, malgré la bureaucratie soviétique et malgré une crise dans l'agriculture, étant donné le retard technique et donc la basse productivité du travail.

---

<sup>7</sup> E. Hobsbawm, *L'Age des extrêmes. Le court XXe siècle, 1914-1991* (1994)

<sup>8</sup> L. Trotsky, *La Révolution trahie* (1936)

## Le protectionnisme et les dépenses publiques

En 1929, le républicain Hoover a cherché à maintenir les prix du blé et d'autres céréales par le biais du Comité Agricole, pour stimuler la consommation. En juin 1930, a été approuvée la Loi des douanes Hamley-Smoot, qui a érigé un mur protectionniste sur les frontières nord-américaines pour réduire les importations.

Certains analystes pointent du doigt cette loi comme étant responsable de la crise de 1931 et de la dépression postérieure. En 1931, il y avait aux Etats-Unis plus de 8 millions de chômeurs. Cette masse appauvrie formait des queues de sans-emplois pour recevoir une aide et des coupons alimentaires, que ce soit de l'Etat ou d'agences de charité. Ce sont des faits qui ont aidé à immortaliser le drame de la crise de 1929.

En mai 1931, l'espoir de récupération économique s'est dissipé avec la crise de la *Creditanstalt*, une banque importante de l'Europe centrale. En Allemagne, il y a eu fuite de capitaux étrangers. La crise allemande a atteint la Grande-Bretagne, où la fuite de capitaux dépassait les ressources disponibles et obligea le gouvernement à suspendre l'étalon or. Cela a fait que la livre sterling (à l'époque la monnaie forte, comme le dollar aujourd'hui) s'est effondrée.

En 1932, le nombre de travailleurs au chômage aux Etats-Unis a atteint les 12 400 000 (près de 27% de la force de travail). En cette année aussi a été promulguée la Loi des recettes publiques, afin d'exercer un meilleur contrôle fiscal et d'augmenter une série d'impôts. La charge fiscale la plus lourde de l'histoire américaine a fait que les impôts récoltés dans la production privée sont passés de 16% à 29%. Entre-temps, après 3200 faillites et une rétraction de 50% dans la production industrielle, la Réserve Fédérale a commencé de nouveau à libérer des crédits.

Le 4 mars 1933, le démocrate Franklin Roosevelt est arrivé à la présidence. Il a élaboré un paquet de mesures, le New Deal (Nouveau départ), en vigueur de 1933 à 1937, dans le but de stimuler les dépenses publiques. Ses principaux points étaient : un contrôle accru des banques et des institutions financières, la construction d'œuvres d'infrastructures, la concession de subventions et de crédit agricole pour les petits propriétaires, la création de la sécurité sociale, la

promotion et la reconnaissance de syndicats, comme représentants des travailleurs pour négocier avec les entreprises.

Mais son résultat a été la faillite du système financier, parce que les dépenses publiques n'ont pas servi à freiner la chute des prix des marchandises, et ont donc été incapables d'inverser la chute des intérêts. Les Etats fédérés, en situation d'insolvabilité, ont commencé à décréter des moratoires, ce qui a mené Roosevelt à décréter un moratoire général, la fermeture de la Bourse de New York et l'embargo de l'or.

Le mouvement ouvrier a commencé à réagir face à des attaques d'une telle envergure. De nouveaux syndicats combattifs sont apparus. En 1936, le mouvement ouvrier a déclaré la grève générale, le boycott et a mené des luttes pour une augmentation salariale, ce qui a donné lieu à la formation de la centrale syndicale *Congress for Industrial Organization* (CIO), en rompant avec la vieille AFL. Avec environ un tiers des travailleurs industriels au chômage, les ouvriers ne voyaient déjà pas d'autre issue que par la lutte.

Contre toutes les prévisions et efforts pour réactiver l'économie et contrôler le marché de valeurs, restreindre les grandes opérations, etc., la dépression ne cessait pas. Au contraire, depuis août 1937 jusqu'en mars 1938, il y a eu une chute de 50% sur le marché de valeurs et le chômage a dépassé le chiffre des 10 millions.

En 1937, la crise est entrée dans sa phase finale. Ce qui a mis fin à la Grande Dépression n'a pas été le retour à la production pour la consommation, mais la destruction de moyens de production avec la Seconde Guerre mondiale. Le chômage a cessé d'être un problème seulement quand des millions de travailleurs ont été absorbés par les forces armées et la production de guerre.

## **Le stalinisme et la crise**

Avec la fin de la Première Guerre mondiale, l'Allemagne est sortie comme le grand perdant et a été pointée du doigt comme seul responsable de la guerre impérialiste. La France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis exigeaient le paiement de 33 milliards de dollars comme « réparations » de guerre, un montant impossible à payer à l'époque. C'était un des points de l'humiliant Traité de Versailles. Avec l'hyper-inflation de 1922-1923, le mark allemand est arrivé à

une valeur presque nulle. En essayant de récupérer suite à la guerre, l'Allemagne a cherché à éviter le naufrage économique en s'endettant énormément, principalement après 1924. Au point culminant de la crise, les crédits étrangers ont été rapatriés en masse, étouffant le pays.

La conséquence politique de la crise des années 30 a été la polarisation extrême entre les forces politiques. D'un côté, l'issue ouvrière et socialiste était à l'ordre du jour, mais d'un autre côté, les alternatives fascistes gagnaient aussi en force. De ces dernières, la plus contre-révolutionnaire était le nazisme de Hitler, un régime qui était l'expression vive de la barbarie à laquelle le capitalisme menait l'humanité. L'action du stalinisme, ainsi que de la social-démocratie, faute de constituer le front unique nécessaire pour promouvoir la résistance de la classe, a ouvert le chemin pour l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933. Ceci a porté à la pire défaite historique du prolétariat allemand, le berceau du mouvement ouvrier et socialiste, qui l'a payé avec des millions morts, la faim, la misère. Le nazisme allemand a fait face à la crise capitaliste, d'un côté en imposant un régime de terreur à la classe ouvrière, en éliminant une partie de sa force productive ou en la transformant en esclaves, avec la persécution des Juifs, des Noirs et des Slaves, et d'un autre côté avec le stimulant vertigineux de son industrie militaire. De la même manière, alors que les autres économies piétinaient ou reculaient, le Japon a eu une augmentation de 40% de sa production grâce à la course aux armements, se mettant à la tête des pays capitalistes. La montée nazi-fasciste a été la pièce qui manquait pour mener le monde à la Seconde Guerre mondiale.

Ces mouvements ont pu arriver au pouvoir dans un contexte d'absence de partis bolcheviks nationaux, et face à l'impossibilité de les construire rapidement. La bureaucratisation de l'URSS et de la Troisième Internationale « *est devenue le facteur politique décisif des 20 années qui ont suivi cette première défaite de la montée révolutionnaire de l'après-guerre* ».<sup>9</sup> Si la politique sectaire de la « troisième période » de l'Internationale Communiste, de 1928 à 1934 avait été criminelle, la réaction contre la montée fasciste l'a été encore davan-

---

<sup>9</sup> N. Moreno, *Actualisation du Programme de transition* (1938)



tage. La première orientation stalinienne définissait le mouvement social-démocrate comme ennemi de classe, considérant le fascisme et la social-démocratie comme des « jumeaux ».

Cette orientation a été responsable de l'isolement des communistes allemands par rapport à l'ensemble de la classe ouvrière et a ouvert la porte à la pénétration nazie au sein de la classe. Après la défaite allemande, la III<sup>ème</sup> Internationale a fait un virage de 180 degrés pour construire des alliances avec la bourgeoisie « démocratique » et les partis de celle-ci, comme le parti Radical en France ou les républicains en Espagne. Ces coalitions pour faire face au fascisme ont reçu le nom de Front Populaire (en 1934 en France et en 1936 en Espagne). De cette façon, Staline a construit un bloc avec l'impérialisme « démocratique » et il a pris l'engagement que la classe ouvrière ne prendrait pas le pouvoir mais, au contraire, consoliderait la démocratie bourgeoise contre le fascisme, avec l'aide des partis communistes. Au nom de cette alliance, il a réprimé les secteurs ouvriers qui voulaient mener la révolution jusqu'à la fin en Espagne, jusqu'à la prise du pouvoir, en désarmant la classe ouvrière et en la conduisant vers la défaite, permettant définitivement à Franco de se consolider au pouvoir.

Ce changement a aussi eu des conséquences dans l'analyse économique. En combattant le fatalisme déterministe de la III<sup>ème</sup> Internationale de la troisième période, qui caractérisait qu'il s'agissait de « la dernière » crise du capitalisme, Trotsky affirmait que seule l'action consciente du prolétariat serait capable de sauver l'humanité des crises économiques et des guerres. Staline a toutefois changé ses prévisions, deux ans après 1929, et a déclaré que celle-là ne serait pas la dernière crise. En freinant l'activité révolutionnaire, il jouait le destin de la classe ouvrière contre un dénouement historique futur et incertain du capitalisme.

Pour Trotsky, « la phrase : "cette crise n'est pas encore la dernière", ne pouvait pas avoir d'autre sens que : malgré les leçons de la guerre et les convulsions d'après-guerre, les partis ouvriers n'ont pas encore pu se préparer ni préparer le prolétariat pour la prise du pouvoir ; pire encore, les chefs de ces partis ne reconnaissent même pas, jusqu'à présent, leur propre tâche, mais la relèguent au "développement historique", au lieu de l'assumer comme parti et classe.

*Le fatalisme est une trahison théorique contre le marxisme et la justification de la trahison politique contre le prolétariat, c'est-à-dire, la préparation d'une nouvelle capitulation face à une nouvelle "dernière" guerre. »<sup>10</sup>*

La crise de 1929 a été le détonateur d'une époque convulsive de grandes transformations. Le capitalisme n'a pas été mis en échec, parce qu'à côté de la crise économique, la bureaucratisation du parti bolchevique et de la III<sup>ème</sup> Internationale a accentué la crise de direction du prolétariat mondial. Et « à cause de cette crise, le prolétariat n'a pas pu combattre avec succès la crise économique de 1929, qui signifiait atteindre les niveaux de misère les plus aigus connus jusqu'alors par les travailleurs ». <sup>11</sup> Ce n'est qu'en menant une partie de l'humanité à la boucherie lors de la Seconde Guerre mondiale que la bourgeoisie est parvenue à détruire les capitaux « excédentaires » (usines et travailleurs). La reconstruction mondiale a consolidé la victoire impérialiste des Etats-Unis et a garanti le boom de l'après-guerre. Toutefois, bien qu'en atteignant une certaine stabilité dans les centres impérialistes jusqu'en 1968, cette reconstruction n'est pas parvenue à cloturer l'époque de révolutions et de guerres, dont le monde semi-colonial et colonial est devenu l'épicentre en cette période.

La stabilité des dernières années dans les principaux pays impérialistes, et la restauration du capitalisme en Russie, en Chine et dans les autres anciens Etats ouvriers bureaucratiques, a permis qu'une forte campagne idéologique nourrisse l'illusion que le fantôme de 1929 ne reviendrait pas. Mais la crise actuelle a mis un terme à l'euphorie des années 90 et du début de la décennie de 2000 ; elle a dissipé la propagande néo-libérale intense des dernières 20 années, qu'un capitalisme sans crises était possible et que 1929 était une anecdote d'un autres temps. Après 80 ans, ce fantôme est revenu avec toute sa force.

---

<sup>10</sup> L. Trotsky, *Où va la France ?* (1934-38)

<sup>11</sup> N. Moreno, *Actualisation du Programme de transition* (1938)

# La crise mondiale et l'Europe

Felipe Alegria

Parti Révolutionnaire des Travailleurs (PRT-IR), Espagne

L'économie mondiale, telle une irréfrénable et gigantesque boule de neige, de plus en plus lourde et rapide, entre dans ce que nous pourrions déjà qualifier de Grande Dépression du 21<sup>ème</sup> siècle, sans qu'une issue immédiate soit à l'horizon.

Le capitalisme nord-américain, centre de l'économie impérialiste mondiale, croise les doigts et se retranche derrière les plans d'Obama (comme il l'a fait auparavant avec Roosevelt lors de la Grande Dépression), dans l'espoir qu'ils freinent l'effondrement. Même Alan Greenspan en personne, icône néolibérale et président de la Réserve Fédérale pendant la dernière grande vague spéculative américaine, demande la nationalisation temporaire des grandes banques en faillite de Wall Street (dont le FMI évalue les pertes à 2 200 milliards de dollars - d'autres sources à 3 600 milliards - tandis que la valeur des actions des banques a été réduite à 400 milliards). Entre-temps, une nouvelle fraude pyramidale massive dans le style Madoff<sup>12</sup> voit le jour, avec une escroquerie qui atteint 8 milliards de dollars. L'Etat de Californie a décrété l'urgence fiscale pour insolvabilité. Aux réductions de salaire pour les employés du public, il a ajouté des lettres de licenciement pour 20 000 d'entre eux (20% du personnel), il a suspendu les travaux publics et il a annoncé qu'il pourrait payer ses factures avec des titres au porteur, ce qui ne s'est pas vu depuis la Grande Dépression. La vague de délogements s'amplifie. Les grands fabricants d'automobiles de Detroit, qui sont au bord de la cessation de paiements – à commencer par Général Motors - exigent de nouvelles sommes millionnaires (30 milliards de dollars d'ici 2011) et programment le licenciement de 47 000 travailleurs et de

---

<sup>12</sup> Bernard Lawrence Madoff est le président-fondateur d'une des principales sociétés d'investissement de Wall Street. Le 12 décembre 2008, il a été arrêté et mis en examen par le FBI pour avoir réalisé un montage financier frauduleux qui promettait des taux d'intérêt mirobolants pour des dépôts d'argent sans couverture réelle, dont les intérêts étaient payées par de nouveaux dépôts de plus en plus étendus, « en pyramide ».

nouvelles fermetures d'usines. Chaque mois, plus d'un demi-million de travailleurs nord-américains rejoignent l'armée des chômeurs.

Mais personne n'échappe à la catastrophe. Face aux résultats économiques du quatrième trimestre 2008 (chute du PIB<sup>13</sup> de 3,3% par rapport à 2007), le Ministre de la politique économique du Japon vient de déclarer que « l'économie japonaise a littéralement été balayée ».

## **L'envergure de la crise en Europe**

Les pays émergents, et en particulier la Chine, ont été brutalement frappés par l'effondrement de l'économie mondiale. Et l'Europe aussi, évidemment. Les dirigeants européens ont répété pendant des mois qu'il s'agissait d'une crise importée des Etats-Unis, circonscrite aux prêts hypothécaires *subprime*, et que la forteresse économique européenne y résisterait, freinerait la crise financière et empêcherait que l'« économie réelle » ne soit touchée. Quelques mois ont suffi pour que l'Europe, affligée des mêmes maux, tombe dans le précipice, avec des indices économiques qui n'ont rien à envier au colosse américain.

Les chiffres européens officiels du dernier trimestre de 2008 sont encore pires que ceux des Etats-Unis. Avec une diminution de 1,5% du PIB européen, la presse de l'Union Européenne (UE) parle de « chute en vrille », avec l'Allemagne, la grande locomotive du continent, à la tête du hit-parade (-2,1%).

La production industrielle de décembre 2008 a été de 11,5% inférieure à celle du même mois de 2007 et les ventes européennes de véhicules ont chuté de 27% en janvier. La crise affecte lourdement tout le continent : les grandes puissances européennes, les impérialismes secondaires et toute la périphérie, qu'elle appartienne à l'UE (les pays de l'Est et les pays Baltes) ou non (la Russie, l'Ukraine...).

## **Le système financier européen**

Le système financier européen est autant en faillite que celui des Etats-Unis, sans qu'un seul pays n'échappe à l'incendie. Comme en Amérique du Nord, toutes les mesures adoptées jusqu'à présent (en-

---

<sup>13</sup> Produit Intérieur Brut - l'ensemble de la richesse produite dans un pays en un an.

gageant plus de 1 800 milliards d'euros, près de 15% du PIB européen) sont seulement parvenues à stopper, avec bien des difficultés, la chute dans l'abîme, tandis que la crise financière s'accroît. C'est ce qui s'est passé avec les baisses successives du taux d'intérêt, avec les injections multimillionnaires de liquidités de la part de la Banque Centrale Européenne (BCE) et avec les interventions massives des gouvernements qui achètent des valeurs pourries aux banques, qui garantissent les dettes de celles-ci et injectent des sommes énormes dans leur capital. Mais le crédit ne circule pas, les opérations de sauvetage continuent et les banques persistent à voir leur valeur en bourse s'évaporer de plus en plus. Le 16 février, elles perdaient en un seul jour 7% de leur cours, réduit à plus de la moitié durant les 12 derniers mois et dans certains cas, comme la Deutsche Bank, à un tiers.

Les banquiers et les gouvernements sont pleinement conscients que sans une nouvelle intervention publique plus agressive et plus généralisée, encore plus gigantesque, le système financier dans son ensemble court irrémédiablement à la banqueroute. La Commissaire à la Concurrence, Neelie Kroes, a déclaré le 17 février 2009 qu'il faut « *prendre des décisions dures sur des restructurations ou d'éventuelles liquidations contrôlées. Et ces décisions devront être adoptées très rapidement* ». Les conséquences, en cas contraire, seront de « *perpétuer des modèles financiers voués à l'échec, de ruiner les finances publiques, de renforcer les entorses à la concurrence avec des aides publiques sans fin, de casser notre marché intérieur et d'empêcher qu'un marché bancaire viable émerge de la crise* ».

L'UE prépare donc un nouveau plan général de sauvetage massif, dans le sillage de l'administration Obama. Mais la grande différence avec les Etats-Unis est que l'Union européenne n'est pas un Etat unique, avec un seul gouvernement et des règles communes. C'est, au contraire, un bloc impérialiste où coexistent en conflit latent différents capitalismes, chacun avec ses propres intérêts impérialistes et son propre Etat. Les mesures de sauvetage bancaire ont été nationales et non européennes.

La Commission européenne s'est contentée d'approuver les plans que les Etats membres, de connivence avec leurs banquiers, avaient

décidés afin de sauver les banques nationales et de promouvoir leur concentration et leur centralisation, face aux autres. Le député Lamassoure a dénoncé le fait que la banque française BNP se soit appropriée 75% de la banque belge Fortis, juste après avoir reçu 2,5 milliards de l'Etat français. Les banques qui n'ont pas reçu d'injections de capital, comme en Espagne, se plaignent de la concurrence déloyale des banques « recapitalisées » des autres pays qui leur disputent agressivement les dépôts espagnols. Le nouveau plan de sauvetage (qui, tout comme aux Etats-Unis, ne pourra éviter la « nationalisation » temporaire de grandes banques en faillite), est appelé à aiguïser la lutte entre les différents groupes bancaires et les pays.

## **Le « Plan de choc » européen**

Les résultats négatifs de l'économie européenne au dernier trimestre 2008 et début 2009 ont dépassé toutes les prévisions. Les dernières prévisions officielles de l'UE à la mi-janvier, rédigées « avec un niveau d'incertitude exceptionnel », fixent une récession moyenne de 1,8% du PIB européen pour 2009. Des pays comme l'Irlande perdraient 5% de leur PIB, la Grande-Bretagne 2,8%, l'Allemagne 2,3% et l'Espagne, l'Italie et la Hollande 2%, sans compter les pays baltes avec plus de 5%. Le chômage officiel de l'UE a augmenté de 1,6 millions en 2008, atteignant les 18 millions de chômeurs (7% de la population active). La prévision officielle pour 2009 est de 3,5 millions supplémentaires (8,75%), et 10% en 2010. Le déficit public moyen pour 2009 est de 4,5% du PIB, avec des cas extrêmes comme l'Irlande (11%), la Grande-Bretagne (8,8%) ou l'Espagne (6,2%).

En réalité, ce sont là des prévisions « optimistes » dont on sait qu'elles vont être débordées nettement. Des sources anonymes de la Commission Européenne en sont venues à exprimer la crainte que « ce qui est en jeu n'est pas une récession de 2% ou 3% mais de 15% à 20% ». En monnaie sonnante et trébuchante : un effondrement général de l'économie européenne (qui accompagnerait l'économie mondiale).

Pour faire face à des perspectives si funestes, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont approuvé fin novembre 2008, après d'aigres conflits entre la France et l'Allemagne, un « Plan de choc

européen » pour un montant équivalent à 1,5% du PIB communautaire (à peu près 10% de la somme initiale destinée au sauvetage bancaire). Sarkozy a prétendu créer un « fonds commun » anticrise, avec l'intention de faire contribuer l'Allemagne, mais celle-ci a dit qu'elle n'apporterait pas un seul euro à un fonds commun. De la même façon, le gouvernement allemand refuse de parler de titres de dette publique "européenne" : chaque pays doit répondre pour lui-même.

A vrai dire, le susnommé Plan de choc n'a rien d'« Européen ». C'est une somme de plans de choc successifs de chaque Etat. Ces plans (conditionnés par la richesse accumulée de chaque pays et par le rapport de forces entre les classes), cherchent à protéger les grands groupes capitalistes nationaux et à les soutenir face à ceux des autres pays, à arrêter l'effondrement économique au moyen de dépenses publiques en infrastructures et à se montrer plus souples, le cas échéant, sur des concessions sociales temporaires.

En s'écartant du sacro-saint « Pacte de stabilité » (qui interdisait aux gouvernements de tomber dans un déficit public supérieur à 3% du PIB ou de dépasser une dette publique de 60% du PIB), certains pays ont choisi l'augmentation des dépenses publiques et d'autres la baisse d'impôts. Les pays qui ont baissé les impôts l'ont toutefois fait chacun à sa manière, de sorte que les différences dans le traitement fiscal des particuliers et des entreprises ont augmenté.

Sarkozy a créé un fonds de 20 milliards d'aide directe « aux entreprises stratégiques » nationales et a réduit leurs impôts. Sous la pression d'un mouvement ouvrier puissant, il a imposé comme condition aux aides aux grandes entreprises françaises de l'automobile (plus de 6 milliards) qu'elles ne délocalisent pas vers les pays de l'Est de l'Europe, dont l'économie dépend des investissements étrangers et des exportations. De la même manière, le gouvernement français a engagé davantage de dépenses sociales face à l'aggravation du chômage et de la pauvreté. L'Allemagne soutient aussi directement ses grandes corporations, en particulier le secteur automobile ; elle accorde des crédits directs et des dégrèvements fiscaux aux entreprises, réduit leurs contributions à la Sécurité Sociale et offre aussi des concessions sociales temporaires aux travailleurs et aux secteurs les plus touchés de la petite bourgeoisie.

L'Italie a baissé l'impôt sur les bénéficiaires des entreprises et l'impôt sur le revenu. Cependant, criblée de dettes comme elle l'est, avec une dette nationale énorme qui approche 110% de son PIB, elle a mis en réalité très peu d'argent sur la table, au grand désarroi du patronat. Quant à de nouvelles dépenses sociales, elles ne vont pas au-delà de mesures de « charité » publique. L'Etat espagnol, pour sa part, offre des aides directes aux multinationales de l'automobile (800 millions) et aux entreprises touristiques (175 millions), il donne de l'argent aux mairies (8 000 millions) pour engager pendant quelques mois 200 000 chômeurs dans de petits travaux d'intérêt public, il accorde des garanties pour financer les petites et moyennes entreprises et il négocie avec les gouvernements des régions autonomes des mesures de charité publique pour les chômeurs en fin de droits.

## **La situation extrême des pays de l'Est et des pays Baltes**

Sous le nom de « Plan de choc » se cachent des situations très diverses.

En réalité, il y a plusieurs Europes : celle des impérialismes riches, celle des moins riches et celle des Etats de l'Est. A un extrême, nous avons des pays comme l'Allemagne ou la France, qui dans cette première phase de la crise peuvent s'embarquer dans de douteux plans de réactivation et dans des concessions temporaires aux travailleurs, en recourant à la richesse accumulée par les générations précédentes et en s'endettant à charge des suivantes. A l'autre extrême se trouvent les pays de l'Est et les pays Baltes, derniers entrés dans l'UE. Ce sont les Etats *sous le seuil de pauvreté* : des pays où le capitalisme a été restauré au prix d'un recul économique et social brutal, qui ont été livrés au capital multinational par la nouvelle bourgeoisie issue de la vieille bureaucratie stalinienne.

La fragilité de ces derniers est extrême. Ils dépendent des investissements et du financement des multinationales et des banques étrangères et des subventions européennes. Les 3/4 de leur production s'exporte à l'intérieur de l'UE. Leurs monnaies se sont effondrées. La crise, pour eux, c'est directement la ruine. Leurs gouvernements, serviles, faibles, discrédités et gangrenés par la corruption, man-



quent de marge de manœuvre et leurs plans de choc signifient directement l'appauvrissement et la misère de la population.

C'est le cas de l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ; de la Hongrie qui, incapable de faire face à ses paiements, a dû recourir à un prêt d'urgence du FMI ; de la Roumanie, qui a perdu 400 000 emplois en 2009 et dont la principale entreprise, Dacia-Renault, licencie maintenant encore 4 000 travailleurs ; de la Bulgarie, qui fait naufrage suite aux mêmes maux et qui fait face à un déficit commercial équivalent à 21% de son PIB. Tous ces pays de l'UE, dont aucun ne fait partie de la zone euro, sont au bord de la cessation de paiements et obligés de se soumettre au FMI, avec ses recettes « classiques » : dévaluation de la monnaie, licenciement de fonctionnaires, démantèlement de ce qui reste du secteur public, chômage massif et nouvelles diminutions de salaire pour une population qui manque de services publics les plus élémentaires.

## **Les impérialismes de deuxième et troisième rang**

Après le bloc de l'Est, viennent les impérialismes de deuxième et troisième rang de la zone euro, qui sont aussi menacés de cessation de paiements. Il y a d'abord la Grèce, qui vit une détérioration extrêmement rapide, avec la fin abrupte d'une décennie de croissance grâce à l'argent bon marché et aux subventions européennes, avec aussi un accroissement brutal des inégalités sociales (80 grands armateurs possèdent un patrimoine équivalent au PIB grec). Sa dette nationale, la deuxième de l'Europe après l'Italie, est énorme (96,2% du PIB) et continue de s'accroître dépassant de plus en plus les 60% autorisés par le « Pacte de stabilité ». La qualification<sup>14</sup> de la dette nationale grecque a été réduite et se retrouve être la pire d'Europe, ce qui fait exploser son coût. Le tourisme et le transport naval, les deux grands piliers économiques du pays, sont fortement touchés et le déficit commercial du pays s'aggrave dangereusement. Les banques grecques, à l'instar des banques italiennes et autrichiennes, très impliquées dans les affaires des pays de l'Est, sont gravement affec-

---

<sup>14</sup> La qualification de la dette publique mesure la solvabilité du pays pour payer ses dettes. Une qualification basse (un haut risque de non-paiement) entraîne un coût élevé pour les emprunts (un haut taux d'intérêt).

tées par l'effondrement économique de ceux-ci et de la Grèce elle-même.

Le gouvernement grec est conscient que la déclaration d'insolvabilité du pays implique une attaque massive contre les travailleurs et le peuple grec, pour laquelle il se voit toutefois en manque de force après les révoltes populaires qui ont secoué le pays. D'autre part, le capital européen sait que la cessation de paiements d'un pays de la zone euro contaminerait rapidement les pays les plus faibles de l'euro, en les poussant à de nouveaux *defaults*<sup>15</sup>, avec des conséquences graves pour la devise européenne et l'UE. Toutefois, l'option qu'il met en avant pour éviter le *default* - refinancer la dette et restructurer les paiements avec l'aide du FMI et l'UE - exige également d'appliquer une recette aussi impopulaire que difficile.

Mais peut-être le pays de la zone euro qui se trouve en ce moment le plus au bord de l'insolvabilité est l'Irlande, hier encore le « tigre celtique ». Selon les prévisions officielles de l'UE, son PIB reculera cette année de 5%, son déficit public atteindra 11% et le chômage 10%. En Irlande, le système bancaire est sous tutelle, les dettes des banques sont garanties, la majorité de leurs actions entre les mains de l'Etat et les dépôts garantis. Mais les banques continuent à plonger, tandis que le gouvernement est incapable de répondre pour les fonds cautionnés et les dépôts garantis. Les prix de recouvrement de la dette publique irlandaise ont triplé en une semaine et leur coût financier a explosé par rapport à la dette publique allemande.

Des sources officielles ont été obligées de réfuter les rumeurs d'intervention du FMI, tandis que le Ministre allemand des Finances, Steinbrück, a déclaré vers la mi-février – faisant référence à l'Irlande - qu'il fallait être prêts à aller à la rescousse « des Etats qui ont des difficultés dans leurs paiements ».

L'Italie souffre aussi d'un grave problème de solvabilité, malgré les fanfaronnades de Berlusconi. La dette nationale atteindra 110% du PIB en 2009, un chiffre qui généralement n'est atteint que dans des situations extrêmes, comme les guerres.

L'ampleur de cette dette fait non seulement que son coût est brutal mais aussi que l'Etat italien vit sous la menace permanente d'une

---

<sup>15</sup> Cessation de paiements

cessation de paiements s'il ne trouve pas d'« acheteur » pour sa dette publique.

Cela signifie que le gouvernement italien affronte de grandes difficultés pour financer les plans d'aide aux entreprises, très inférieures aux plans allemands ou français. Cela signifie aussi des difficultés pour financer les plans de sauvetage de la banque italienne, touchée par l'effondrement des économies de l'Est européen et dont les cours en bourse sont en chute libre.

Cela signifie finalement que le gouvernement va faire pression tout particulièrement sur les travailleurs et les secteurs populaires.

L'Etat espagnol, en pleine récession, détient le triste record du chômage en Europe. Au mois de janvier dernier les chiffres du chômage dépassaient les 3,3 millions et les analystes les plus sérieux prévoient qu'il atteindra 4,5 millions en décembre, parvenant à 20% de la population active. Le déficit public, selon les prévisions conservatrices de l'UE, sera de l'ordre de 6,2% du PIB en 2009, diminuant toujours plus la marge de manœuvre du gouvernement. Le déficit extérieur continuera à être un des plus élevés du monde. Une des blagues du misérable Forum de Davos était la qualification de l'Espagne comme « fonds hypothécaire à haut risque ». Mais ce n'est pas une plaisanterie : au mois de février, Banif Hipotecario, le principal fonds espagnol d'investissement hypothécaire, qui appartient à la Banque de Santander et a plus de 50 000 investisseurs, a été incapable de faire face au retrait massif de fonds et a décrété un blocage des fonds pour deux ans. Plus de 60% des actifs de la banque espagnole sont engagés dans l'immobilier, en état de décombres.

La qualification de la dette publique espagnole a été rabaisée par les agences internationales, compliquant ainsi son accès aux marchés financiers internationaux et élevant son prix. Peu de mois après que le gouvernement Zapatero a fait un effort pathétique pour assister au sommet du G20, en tant que « huitième puissance mondiale », l'entreprise italienne Enel (dans laquelle l'Etat a une participation) vient de s'offrir Endesa<sup>16</sup>, la compagnie d'électricité privatisée appelée à se transformer en champion national et en la plus grande entreprise électrique en Amérique latine. La question que se posent main-

---

<sup>16</sup> Endesa est le principal producteur et distributeur d'électricité en Espagne et en Amérique latine, un des « bijoux de la couronne ».

tenant les analystes est combien de temps la compagnie pétrolière Repsol, autre joyau de la couronne espagnole, mettra à tomber entre les mains de capitaux étrangers.

## **Le vieil ancien empire britannique**

La Grande-Bretagne, le vieil ancien empire britannique, marqué par la « relation spéciale » avec les Etats-Unis, par le poids parasitaire de la City et par la nostalgie impossible du Commonwealth, connaît actuellement une décadence impitoyable.

Après avoir engagé la somme énorme de 550 milliards d'euros pour nationaliser la banque Northern Rock, garantir des dettes bancaires pourries, prendre possession de 70% de la Royal Bank of Scotland (troisième banque britannique) et de plus de 40% de Lloyds, le gouvernement Brown a été incapable d'arrêter les processus de faillite. La revue Times demande la nationalisation complète de RBS, et le Ministre des Finances déclare que la nationalisation de Lloyds, qui a perdu en un jour 33% de sa valeur en bourse, est à l'étude. Rogers, cofondateur avec Soros du fonds spéculatif Quantum, déclarait récemment qu'« *au Royaume-Uni il n'y a aucune banque solvable. Ou s'il y en a une, je ne la connais pas* ».

Les spéculateurs étrangers abandonnent la livre et quittent le Royaume-Uni. Selon la Bank of New York Mellon<sup>17</sup>, 100 milliards de livres ont été retirées entre septembre et octobre 2008, les 3/4 de l'argent qui y était entré ces quatre dernières années. La livre s'est dévaluée en un an de 2 dollars à 1,35 dollars. Pendant des années, elle valait 1,50 euro, en janvier 2008 elle valait 1,32 euros et depuis octobre 2008 elle est en chute libre, jusqu'à valoir 1,06 euro en janvier 2009.

Au dernier trimestre 2008, l'activité économique britannique a chuté de 1,5% et selon *The Economist*, elle reculera de 3,2% en 2009, une baisse seulement dépassée par celles des républiques baltes et de l'Irlande. Selon l'UE, le déficit public atteindra cette année 10% du PIB, accroissant la dette nationale. Le déficit extérieur a explosé à 6%.

---

<sup>17</sup> Une banque spécialisée dans la gestion de portefeuilles d'actions

W. H. Buitter, professeur à la London School of Economics, a comparé la crise du Royaume-Uni avec celle de l'Islande, qui a finalement mené, il y a quelques mois, à l'insolvabilité du pays, provoquant une crise économique et sociale sans précédent en temps de paix dans une nation développée. Et il a fait remarquer la dépendance britannique envers son secteur financier (dont le poids exorbitant est de 4,5 fois le revenu national) et l'incapacité britannique de maintenir la forteresse de la livre. Hill Hutton, ancien directeur de l'Observer, voit seulement trois options face à la crise : recourir à la Banque d'Angleterre pour imprimer de l'argent, demander un prêt à grande échelle au FMI, à l'UE et aux Etats-Unis, ce qui serait « un suicide politique » et « *la dernière solution, et la plus acceptable, entrer dans l'euro pour éviter la banqueroute du pays* », même si cela signifie le pénible aveu de l'hégémonie allemande (et, en passant, un grave problème en plus pour l'euro). Alors que le gouvernement Brown est encore indécis, la Banque d'Angleterre a déjà demandé l'autorisation de « racheter de la dette publique et privée », ce qui équivaut à imprimer des billets et mènera à une nouvelle dévaluation de la livre avec une aggravation de la crise britannique.

## **L'Allemagne et la France**

L'Allemagne, la puissance européenne hégémonique, et la France, en rivalité permanente, sont le noyau dur de l'Union européenne, les pays les plus riches et puissants qui en déterminent les plans. Mais c'est un noyau dur attaqué de plein fouet par la crise. Selon l'UE, l'activité économique de l'Allemagne reculera cette année de 2,3% (la Deutsche Bank parle de 5%), le chômage approchera les 8%, et la dette publique atteindra 70% du PIB. Toutefois, des données comme la chute des commandes d'acier au quatrième trimestre (47%), l'écroulement des ventes et de la fabrication d'automobiles ou l'effondrement des exportations laissent imaginer des chiffres bien supérieurs. Ces pays ont déjà à leur actif deux plans de relance économique sans résultat et leur système bancaire, malgré les interventions, est toujours au bord du précipice, au point que le gouvernement allemand prépare une loi pour « exproprier » la banque Hypo Real Estate.

## La Russie et l'Ukraine

Nous ne pouvons pas oublier la Russie et l'Ukraine, même s'ils ne font pas partie de l'UE. La crise y acquiert des caractéristiques d'écroulement.

La production industrielle d'Ukraine est en chute libre, l'inflation en 2008 s'y est élevée à 22,3% (la plus haute de l'Europe), ses échanges avec l'extérieur sont paralysés, les investissements étrangers ont disparu, sa devise, la grivnia, a été fortement dévaluée, les fonds des banques et les capitaux fuient le pays, les marchés financiers internationaux lui sont inaccessibles. Le FMI, qui avait récemment signé un prêt, ne paye pas ce qui avait été accordé, parce que le gouvernement, en pleine crise, est incapable de remplir les conditions signées. Le gouvernement ukrainien, submergé, demande désespérément de nouveaux prêts.

La Russie, réduite au rôle de pays producteur de matières premières, soumise à un processus agressif de privatisation et de vente de ses richesses au capital étranger et menant des plans gouvernementaux d'attaque généralisée contre les droits sociaux encore existants, vit une véritable désintégration économique qui menace de laisser le pays dans des conditions dignes du Tiers monde.

Le rythme de la chute de la production pour les mois de novembre et décembre 2008 est sans précédent dans l'histoire de l'économie russe postérieure à la restauration capitaliste. Jusqu'à cette crise, le record appartenait à décembre 1993 (4,7%). En novembre la chute a été de 6% et en décembre de 8%, des nouveaux records. Le recul de la production a atteint 35,5% en six mois. Des secteurs comme l'industrie lourde, la métallurgie, le charbon et la pétrochimie sont en train de s'écrouler. Les statistiques officielles reconnaissent que 3% de l'échange commercial s'effectue actuellement à travers le troc, rappelant le pire des années 90. Fin 2008, le nombre de chômeurs atteignait les 6 millions et les spécialistes prévoient qu'il va être doublé, atteignant 14% de la population active. Même le Ministère de la Santé et du Développement Social donne des chiffres semblables.

La chute du prix du pétrole brut et des métaux, principaux produits des exportations russes, a radicalement réduit les rentrées de devises, dont les réserves s'épuisent rapidement. Rien que dans les deux

premières semaines de 2009, la Banque Centrale a dépensé 35 milliards de dollars pour soutenir le rouble, sans pouvoir éviter sa chute libre (pour l'instant 30%). La Banque Centrale a informé que le 23 janvier, les réserves internationales étaient de 25% inférieures à celles détenues au début de la crise. Les bourses russes ont chuté de 80% en un an et les capitaux fuient en masse.

Il faut y ajouter l'inflation qui s'abat sur la classe ouvrière (13% en 2008). Les tarifs de transport et de logement augmentent malgré la baisse du brut et il en est de même pour l'alimentaire. L'avenir promis aux travailleurs et au peuple russe est celui de terribles privations, pour que les oligarques continuent de s'enrichir, privations que le gouvernement bonapartiste corrompu de Poutine-Medvedev entend imposer à travers des mesures dictatoriales avec l'aide du FSB (ancienne KGB), de l'OMON (forces policières de répression) et par la promotion de la pire xénophobie comme du racisme contre les travailleurs immigrés.

## **La crise de l'Union européenne**

Le discrédit de l'Union européenne dans la population est immense et en augmentation, parallèlement à la perception de son rôle d'instrument de l'Europe du capital. Le projet de l'UE est en crise depuis qu'en mai 2005, le peuple français (suivi du peuple néerlandais) a rejeté la Constitution européenne néolibérale et impérialiste, une constitution qui devait servir de base à l'élargissement de l'UE et qui reconnaissait l'hégémonie allemande. La manœuvre postérieure de Sarkozy - de substituer la Constitution déchue par un Traité aux contenus identiques mais qui serait seulement approuvé par les parlements et les gouvernements - a aussi abouti à un fiasco, étant donné l'opposition du peuple d'Irlande, dont la constitution obligeait à un vote par référendum. Depuis lors, le Traité est dans les limbes. C'est plus qu'une anecdote, que le gouvernement tchèque, qui occupe la présidence semestrielle européenne, ait refusé de faire flotter les drapeaux de l'UE dans ses institutions.

La crise mondiale, en même temps qu'elle accentue la nécessité pour le capitalisme européen de trouver un soutien dans l'UE pour mettre de l'ordre dans ses rangs et faire face dans de meilleures conditions aux Etats-Unis, rend aussi plus aiguë la crise de l'UE.

L'intégration de nouveaux pays est au point mort, les normes communes les plus sacrées (le Pacte de stabilité) ont été mises de côté et les institutions communautaires se sont retirées de la scène pour céder le pas aux gouvernements nationaux, en particulier allemand et français, qui imposent leurs propres plans sur tous les terrains. L'UE est submergée dans un climat de plus en plus nationaliste, avec des gouvernements qui s'efforcent, sans rougir, d'être au service de leurs propres bourgeoisies nationales ; avec un budget commun ridicule de 1,045% du PIB communautaire ; et avec des fonds européens mesquins pour les nouveaux pays intégrés.

En réalité, on a déjà commencé à envisager ce que, hier encore, tout le monde excluait : à savoir que la crise peut aller tellement loin qu'elle parviendrait à provoquer un éventuel éclatement de l'euro et de l'actuelle UE.

La perspective de cessation de paiements de pays de la zone euro comme l'Irlande et la Grèce se pose déjà comme une menace proche. Mais si ces pays se déclarent insolvable, ils ne seront pas les seuls, et ils finiraient par entraîner inévitablement le Portugal, l'Italie ou l'Espagne. Ces pays verraient se fermer les portes des marchés financiers internationaux, où ils trouvent de plus en plus de difficultés, à un moment où, en outre, tous les pays capitalistes, grands et moyens, y placent massivement leur dette.

La consolidation de l'UE est venue de l'implantation de l'euro, qui signifiait en même temps la reconnaissance de l'hégémonie de l'Allemagne unifiée. Mais si une vague de cessation de paiements comme celle qui se profile se déchaîne, l'Allemagne ne va pas pouvoir, ni vouloir, unir son destin aux pays insolvable et se voir entraînée avec eux dans le précipice. Le destin de l'euro, et de l'UE elle-même, est donc incertain et il s'apprête à subir de grands soubresauts.

Car ce qui est bien hors de doute, c'est que la crise mondiale va donner lieu à une autre configuration de l'Europe. Il y a déjà quelques années nous écrivions: « *L'UE constitue, d'abord et avant tout, une plate-forme commune des impérialismes européens pour attaquer les travailleurs du continent (...) Elle est aussi une plate-forme impérialiste commune de défense des intérêts des multinationales européennes face à la voracité nord-américaine et au Japon. Mais*



*l'UE est également le champ où se livre la bataille pour l'hégémonie de l'impérialisme allemand face à ses rivaux* ». Et en effet, la crise accentue cette rivalité. Pendant que l'Angleterre vit sa décadence la plus amère, l'Allemagne cherche à affirmer sa suprématie économique, tandis que la France essaye de lui disputer la direction politique et diplomatique de l'UE, au service de ses propres intérêts impérialistes.

Ces confrontations intra-européennes doivent se comprendre dans le cadre plus général de la rivalité avec l'impérialisme nord-américain, grande bête blessée qui cherche à arrêter le tsunami qui l'emporte, en réaffirmant son hégémonie mondiale face au Japon et aux impérialismes européens. Ceux-ci lui réclament à leur tour de plus larges droits sur le butin mondial et un traitement comme partenaires fidèles et non comme subalternes. Dans cette lutte, les Etats-Unis s'appuient sur la force colossale que constitue le fait de compter sur un Etat unique, avec un pouvoir militaire indiscutable (il affiche 50% des dépenses militaires mondiales, face aux 20% de l'ensemble des Etats européens) et un centre irremplaçable de l'économie et des finances mondiales.

## **La chaudière de la lutte de classes européenne se réchauffe**

La chaudière se réchauffe à toute vitesse, alarmant fortement les Gouvernements.

Dans presque tous les pays, avec des inégalités, les mobilisations ouvrières et populaires se radicalisent et deviennent plus massives sous l'effet d'une crise qui frappe de plein fouet l'emploi et les acquis ouvriers et qui appauvrit de vastes secteurs des couches moyennes. Les récentes manifestations populaires dans différents pays européens, en soutien à la Palestine face à l'agression génocidaire sur Gaza, sont aussi le reflet de la combativité potentielle du mouvement.

Quelques mois déjà avant que le chômage massif ne commence à faire des ravages sur tout le continent, la grande révolte grecque annonçait l'entrée dans une nouvelle période de la lutte de classes en Europe. Entamée le 6 décembre en réponse à l'assassinat du jeune

Alexis et menée par la « génération des 700 euros », une insurrection spontanée a bouleversé la Grèce pendant des semaines, mettant dans les cordes, débordant et démasquant la gauche institutionnelle du parti socialiste PASOK et du parti communiste KKE, ainsi que la bureaucratie syndicale. Les déclarations du dirigeant socialiste français Laurent Fabius, selon qui « la Grèce pourrait se répéter en France », indiquent la signification de cette révolte grecque, ainsi que la nécessité de tenir compte du fait que des manifestations spontanées semblables peuvent se réitérer, en réponse à l'énorme frein que la gauche officielle et la bureaucratie syndicale opposent à la mobilisation.

En France, le 29 janvier dernier a eu lieu une grève générale et des manifestations rassemblant deux millions de personnes. Le 19 mars prochain est annoncée une autre journée de protestation. Des étudiants (du secondaire et de l'université) et des travailleurs se mobilisent contre les plans d'un gouvernement qui est sur la défensive et dont la popularité est au plus bas. Sarkozy cherche maintenant à gagner du temps, en arrêtant temporairement ses plans d'attaque pour les « négocier » avec la bureaucratie syndicale et en offrant des concessions partielles. Entre-temps, une grève générale de plus de quatre semaines paralyse la colonie française de Guadeloupe et elle s'est étendue au reste des territoires d'outre-mer (Martinique, Réunion et Guyane). La gauche institutionnelle chute dans les sondages (les deux chefs du PS français rassemblent l'appui de 13% et de 6% de l'électorat), tandis que Besancenot, figure phare du Nouveau Parti Anticapitaliste, est crédité de 23%.

Il y a quelques semaines, les travailleurs britanniques de 20 usines du secteur de l'énergie se sont lancés dans une *grève sauvage* contre la sous-traitance par des travailleurs de l'UE avec des salaires inférieurs à ceux du Royaume-Uni, avec pour slogan « *british jobs for british workers* » (des emplois britanniques pour des travailleurs britanniques). Nous ne pouvons pas sous-estimer le grave danger qu'est l'extension de la xénophobie entre des secteurs de travailleurs. Ce n'est pas un hasard si le premier qui a parlé de « *british jobs for british workers* » était Gordon Brown lui-même, qui se fichait pas mal de que ce mot d'ordre soit aussi le terrain de l'extrême droite. Mais en même temps, il ne faut pas non plus perdre de vue que l'ob-

jectif central de cette grève était de faire face à la Directive européenne qui permet le « dumping social », au patronat qui l'utilise pour attaquer les droits des travailleurs, et au gouvernement Brown qui défend la Directive. La grève sauvage annonce une radicalisation de la classe ouvrière britannique et alerte sur les dangers de xénophobie qui menacent le mouvement ouvrier.

Face à la menace de misère généralisée, les pays de l'Est et les pays Baltes sont en train de vivre les plus grandes mobilisations ouvrières et populaires depuis les révolutions démocratiques qui ont renversé les dictatures staliniennes et restauré le capitalisme à la fin des années 80. En Russie comme en Ukraine, l'effondrement du pays est accompagné du discrédit accéléré des gouvernements et du retour des mobilisations ouvrières.

## **L'Italie**

L'Italie est le pays où les tendances bonapartistes dictatoriales avancent le plus. L'offensive récente de Berlusconi, avec l'appui direct du Vatican, autour du cas Eluana<sup>18</sup> (qui a provoqué une crise institutionnelle des plus graves) montre la détermination de la droite italienne à gouverner par décret, passant par-dessus le parlement et le pouvoir judiciaire et s'appuyant directement sur les appareils répressifs de l'Etat.

Peu après le cas Eluana, le gouvernement Berlusconi a approuvé un décret d'urgence pour la création de « patrouilles » nocturnes civiles pour veiller à la « sécurité des citoyens », qui seraient coordonnées avec la police et l'armée et dirigées par les maires et des délégués du gouvernement. Il s'agit bien d'une mesure préfasciste, qui accompagne des décisions gouvernementales précédentes, comme le déploiement de l'armée dans les rues pour des tâches de police, imposé après une manœuvre de propagande intense, qui a mobilisé les secteurs sociaux les plus réactionnaires, face à l'« émergence gitane » et à l'immigration, directement assimilée à la délinquance.

De la même façon, les partis gouvernementaux favorisent depuis belle lurette des bandes fascistes autour de la bannière du racisme et

---

<sup>18</sup> Eluana Englaro était dans un état de coma irréversible depuis son accident de voiture en 1992. Son père menait un combat à partir de 1999 pour que son système d'alimentation artificielle soit débranché. Elle est décédée le 9 février 2009.

de la xénophobie, en association avec les clans mafieux, bandes dont l'activité principale est d'attaquer impunément des immigrants et qui n'ont pas hésité à affronter violemment des étudiants en grève il y a quelques mois. L'Italie est, actuellement, le pays le plus avancé dans le processus des mécanismes fascistes en Europe, montrant la voie aux autres. Il faut remarquer qu'aucune de ces mesures du gouvernement Berlusconi n'a été combattue par l'UE et que celle-ci, au contraire, lui a donné des armes avec des Directives comme celle du Retour des immigrants (connue sous le nom de Directive de la Honte) et avec la caution aux mesures contre les droits et les libertés démocratiques, mesures adoptées à partir du « 11 septembre »<sup>19</sup>.

La dérive bonapartiste du gouvernement Berlusconi est liée, d'un côté, à la faiblesse de la bourgeoisie italienne et donc la nécessité d'attaquer de manière ouverte les travailleurs et, de l'autre, à l'extrême impuissance et au pourrissement de l'« opposition » parlementaire, en particulier du Parti Démocratique (PD, né de la fusion des restes du vieux PCI et de ceux de la Démocratie chrétienne), un parti rongé par la corruption et par une lutte à couteaux tirés entre ses propres dirigeants. L'Italie est probablement le pays européen où la vieille gauche (le « centre gauche » du PD et les forces qui lui sont associées, comme celles de Bertinotti) s'est enfoncée le plus dans le discrédit et l'autodestruction, sans que ne se dresse encore d'alternative sur sa gauche.

En même temps, l'Italie est un des pays où la gauche syndicale paraît avancer le plus dans sa reconstruction. Dans ces circonstances, la perspective de révoltes spontanées comme en Grèce ne peut être écartée.

## **Le mouvement de masses et ses directions**

L'Europe est actuellement marquée par une crise historique du capitalisme, un flot qui brise toutes les vanes, et par une ébullition générale des mouvements de masses. Elle commence à être frappé brutalement après une longue décennie de « prospérité ». Elle est touchée aussi par le discrédit général des différents gouvernements. Les plus puissants, comme l'Allemagne ou la France, essaient de

---

<sup>19</sup> Le 11 septembre 2001, date de l'attaque aux tours jumeaux de Wall Street

gagner du temps et d'éviter un choc frontal prématuré avec les travailleurs. Le retrait de la proposition de Directive des 65 heures hebdomadaires par l'UE répondait à la même préoccupation et à la crainte que cette mesure n'enflamme encore plus le rejet populaire de l'Europe du capital. D'autre part, des gouvernements comme celui de l'Italie et ceux des pays les plus fragiles de l'UE manquent de marge de manœuvre pour ajourner les chocs directs.

Le discrédit de la social-démocratie, assimilée aux politiques néolibérales des gouvernements auxquels elle participe ou a participé, atteint des niveaux inédits, presque sans exceptions nationales. C'est le cas du néo-travailleursisme britannique, de la social-démocratie allemande, du PD italien (s'il peut être qualifié de social-démocrate), du PASOK grec ou des PS français et portugais. Quelques partis résistent mieux, comme le PSOE espagnol, dans un gouvernement affaibli qui tente de retarder les attaques frontales contre les travailleurs, qu'il ne pourra toutefois éviter et qui sont appelées à le noyer dans le discrédit.

De leur côté, les vieux PC, à la seule exception du PC portugais qui, bien qu'en retrait, résiste encore, et du PC belge, n'ont peut-être jamais relevé la tête après l'effondrement de l'appareil stalinien à la fin des années 80. Le KKE s'est opposé à la grande révolte grecque de décembre, le PC français, accroché au PS français, accompagne ce dernier dans sa chute dans l'abîme, la Rifondazione Comunista de Bertinotti a lié son destin au gouvernement néolibéral de Prodi et le PCE espagnol, attaché à sa plate-forme électorale Gauche Unie (IU), connaît la décadence de celle-ci.

Le principal frein actuel à la mobilisation et le meilleur soutien des gouvernements sont actuellement les appareils syndicaux. Ceux-ci ont renforcé leurs privilèges bureaucratiques pendant la dernière période en s'appuyant sur des secteurs de l'aristocratie ouvrière qui a profité de la « prospérité », tandis qu'ils s'acoquinaient avec le patronat et les gouvernements pour généraliser la précarité et les bas salaires et assurer la discrimination des travailleurs immigrés, devenus une partie consubstantielle de la classe ouvrière européenne. Désormais, avec les licenciements, le chômage massif, les attaques contre les droits du travail et les droits sociaux, les bases de la domination de la bureaucratie syndicale sont condamnées à se fissurer.

Ce ne sont déjà plus seulement les secteurs les plus exploités qui sont attaqués, mais aussi de vastes secteurs de l'aristocratie ouvrière et les couches moyennes.

## **Un retard subjectif énorme**

Durant ces dernières années, la classe ouvrière européenne a reçu pas mal de coups, mais elle n'a subi aucune défaite historique et elle est donc debout pour répondre aux grandes peines auxquelles la crise capitaliste la condamne. Mais, ceci dit, nous nous trouvons avec un retard subjectif énorme, tant sur le terrain de l'organisation des oppositions de classe à la bureaucratie syndicale comme sur celui de la formation de la gauche révolutionnaire. La crise surprend la classe ouvrière européenne avec cette grande faiblesse et ajoute ainsi des difficultés à la grande tâche de mettre sur pied une direction politique révolutionnaire à l'échelle de chaque pays et de toute l'Europe.

Toutefois, nous avons le droit à l'optimisme dans cette période qui s'accélère, une période où il y aura d'importantes défaites et victoires partielles mais où le capitalisme ne va pas trouver la stabilité avant longtemps. Nous avons droit à l'optimisme, non seulement parce que la social-démocratie est ouvertement discréditée mais aussi parce que nous n'avons plus à compter avec l'obstacle colossal que représentait auparavant l'appareil politique stalinien, aujourd'hui en ruine. De nouveaux obstacles vont apparaître qui freineront le mouvement des militants vers la gauche révolutionnaire, mais qui ne vont pas être comparables historiquement à ceux du passé.

## **Les limites du nouveau « New Deal »**

On a comparé l'actuelle politique d'Obama (et, par extension, celle des pays riches de l'UE comme l'Allemagne, la France, etc...) avec le New Deal (nouveau départ) de Roosevelt face à la Grande Dépression. En effet, le New Deal est la référence historique dont s'inspirent ces gouvernements. Ce que l'on ne dit pas, toutefois, c'est qu'une telle politique ne représente rien d'autre - comme disait le vieux Trotsky en pleine Dépression - qu'« une forme de perplexité politique », possible seulement dans des pays historiquement privilégiés où la bourgeoisie est parvenue à accumuler une richesse

énorme. En effet, les pays pauvres et dépendants ne peuvent ni recourir à leur richesse accumulée ni même s'endetter à charge des prochaines générations.

Les gouvernements des grands pays impérialistes reconnaissent qu'ils n'ont pas de véritable plan et ils se montrent perplexes, face à l'avenir. Leur principal argument est qu'« il faut faire quelque chose », même si par la suite cela ne fonctionne pas, parce que la seule assurance est que, dans le cas contraire, le capitalisme se précipiterait dans l'abîme. Roosevelt était plus poétique en disant : « il ne faut avoir peur que de la peur ».

On ne dit pas non plus que le New Deal fut une politique qui a échoué. Il est vrai qu'elle a obtenu une certaine remontée économique (qui a favorisé avant tout les grands monopoles) et un soulagement partiel de la crise. Toutefois, la relative reprise a été obtenue grâce aux dépenses publiques et non grâce à une véritable reprise capitaliste des affaires. Les investissements privés, qui en 1929 étaient de 16 milliards de dollars, sont tombés en 1933 à moins de 1 milliard de dollars et dépassaient à peine les 1,5 milliards en 1936. La moyenne du taux de chômage de 1930 à 1939 fut de 18,3% et ce furent des millions de travailleurs qui, pendant ce temps, survécurent mal de la charité publique et privée. Ce n'est qu'en 1937 que le chômage est descendu sous les 15%, et la même année, l'économie américaine rechutait de nouveau pour voir le chômage s'élever à 19% une année plus tard. En réalité, la véritable reprise économique nord-américaine a seulement eu lieu avec l'entrée des Etats-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale en 1941, quand le pays a envoyé 12 millions de jeunes travailleurs au combat, qu'il a mis toutes ses forces au service de l'effort de guerre et qu'il a profité, plus tard, de la reconstruction d'une Europe qui avait subi la dévastation la plus complète.

La Grande Dépression a montré l'incapacité du capitalisme en déclin à dépasser par lui-même les grandes crises de surproduction. Une intervention massive de l'Etat a été nécessaire (le New Deal) pour empêcher son effondrement complet, sans qu'elle parvienne, toutefois, à le sauver de la crise ni à lui inspirer une nouvelle force vitale. La crise actuelle se distingue de l'époque de la Grande Dépression en ce que la spéculation et le parasitisme financier ont at-

teint maintenant un point que même les financiers de 1929 auraient considéré comme aberrant. Les produits dérivés financiers<sup>20</sup> ont atteint vers le milieu de l'année 2008 les 600 000 milliards de dollars, 10 fois le PIB mondial.

De la même manière, le degré d'interconnexion de l'économie mondiale, après les deux dernières décennies de globalisation, a atteint des extrêmes auxquelles le capitalisme impérialiste n'était jamais parvenu auparavant. La crise actuelle s'accompagne aussi de nouvelles composantes comme la crise énergétique (l'imminence du « peak oil »<sup>21</sup>) et le désastre environnemental qui menace les conditions de vie de l'humanité. Il faut y ajouter, enfin, que la supériorité militaire nord-américaine incontestée et la capacité destructrice de l'arsenal nucléaire moderne exclut une hypothèse semblable à la Deuxième Guerre mondiale, le véritable ballon d'oxygène du capitalisme américain des années 30.

Ce qui ne fait pas de doute, au-delà des hypothèses conjoncturelles, c'est que nous sommes pris dans une vague profonde de dépression qui va durer longtemps et qui va modifier radicalement toutes les scènes mondiales, en posant comme question vitale le vieux dilemme de Rosa Luxemburg : « socialisme ou barbarie ».

## **Pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe**

Dans un travail que nous avons publié en 1999 nous disions : *« L'Union européenne reflète le haut degré d'unification économique du continent, le caractère continental de ses forces productives. Elle reflète aussi la nécessité impérieuse de l'élimination des frontières et des Etats nations. Mais l'UE est, en même temps, la négation de tout cela, puisqu'elle est le fruit de l'accord de quelques bourgeoisies impérialistes qui ne peuvent ni ne veulent se passer de leur propre Etat (instrument vital de domination, clef de voûte pour la défense des intérêts de leurs multinationales dans le monde et bonne manière de compartimenter la lutte de classes dans un cadre*

---

<sup>20</sup> Des contrats financiers spéculatifs, qui reposent essentiellement sur la valeur espérée d'actions dans le futur, presque sans base matérielle.

<sup>21</sup> Un pic pétrolier désigne le sommet de la courbe qui caractérise la production pétrolière d'un puit ou d'un champ pétrolier ; par extension le « pic pétrolier mondial » (abrégé en Peak Oil en anglais) désigne le moment où la production mondiale de pétrole commencera à décliner du fait de l'épuisement des réserves de pétrole exploitables.



*national) ».* Et nous ajoutons : « *Aucun impérialisme, tant qu'il le sera, ne peut envisager l'unification de l'Europe si ce n'est sous l'hégémonie de ses propres intérêts impérialistes nationaux ».*

La crise capitaliste montre la non-viabilité historique de l'UE et met en évidence, en même temps, qu'il n'y a pas d'issue nationale. La crise actuelle n'a de solution qu'au moyen de l'expropriation du capital. Elle commence par le cadre étatique, mais c'est une solution qui n'a de sens qu'à l'échelle européenne et mondiale.

Le marxisme révolutionnaire a un mot d'ordre pour donner corps à cette nécessité : les *Etats-Unis Socialistes d'Europe*. Ce mot d'ordre, défendu en 1923 par l'Internationale Communiste de Lénine et Trotsky, a ensuite été abandonné en se heurtant au « socialisme dans un seul pays » de Staline. La crise actuelle l'impose de nouveau avec toute sa force. Léon Trotsky disait en 1929 : « *La guerre [mondiale] impérialiste a été le résultat de la contradiction entre les forces productives et les frontières nationales (...) Il y a longtemps que le capitalisme a perdu la capacité d'exister dans un seul pays. Le socialisme se fondera sur des forces productives beaucoup plus développées ; autrement, il ne signifierait qu'une régression par rapport au capitalisme (...) Le socialisme ne peut même pas atteindre son plein développement dans les limites d'un seul continent ».* Et il finit son article en s'adressant aux dirigeants européens de l'époque : « *pour unifier l'Europe il est nécessaire, avant toute autre chose, d'arracher le pouvoir de vos mains. C'est nous qui le ferons. Nous unifierons l'Europe. Nous l'unifierons contre le monde capitaliste hostile. Nous la transformerons en une puissante base d'appui du socialisme combatif. Nous la transformerons en pierre angulaire de la fédération socialiste mondiale. »*

# La Chine : l'usine du monde ferme ses portes

Marcos Margarido  
Parti Socialiste des Travailleurs Unifié (PSTU), Brésil

La crise économique est arrivée en Chine et ce, de manière inattendue pour les dirigeants du Parti Communiste chinois (PCCh). La courbe ascendante des exportations a commencé à réduire son rythme dès octobre 2008 - même s'il y eut encore une croissance de 17,6% par rapport à octobre 2007<sup>22</sup> - pour tomber en novembre 2009, avec une valeur négative de -2,3%, la plus importante chute depuis avril 1999. La situation s'est encore aggravée en décembre, avec une réduction de 2,8%. En comptabilisant les valeurs en yuans - la monnaie chinoise - et en les corrigeant selon le taux d'inflation annuelle, on obtient un reflet plus exact de la situation, une chute encore plus importante, de 11,4% pour le seul mois de novembre. Ce même mois a vu par ailleurs les investissements étrangers réduits de 36,5% et les importations de 17,9%, bien que ces résultats soient également affectés par la chute du prix des matières premières.

Selon le portail étatique China Daily, les indices de janvier ont laissé "confus et alarmés" les économistes qui, eux, tablaient sur un maintien des affaires. La chute dans les exportations a été de 17,5% en dollars et le commerce extérieur a diminué de 29%. Il est vrai que les fêtes de la nouvelle année lunaire, fin janvier, ont paralysé le pays pendant une semaine, mais ce facteur n'affecte pas les pays importateurs et ne justifie donc pas cette chute historique.

La crise s'est annoncée dès le début de l'année, quand les données trimestrielles du PIB ont montré une chute continue de 10,6% au premier trimestre, de 10,1% au second et de 9% au troisième. Mais cela fut considéré comme une décélération économique prévue, et

---

<sup>22</sup> Sauf indication contraire, tous les indices présentés dans cet article sont, comme celui-ci, relatifs à la même période de l'année précédente. Les données et les citations de cet article procèdent des publications suivantes : [www.nyt.com](http://www.nyt.com), [www.chinadigitaltimes.net](http://www.chinadigitaltimes.net), [www.china.org.cn](http://www.china.org.cn), [www.chinaview.cn](http://www.chinaview.cn), [www.chinadaily.cn](http://www.chinadaily.cn)

même salubre, étant donnée la catastrophe écologique causée par le développement accéléré. La croissance du PIB ne fut que de 6,8% au dernier trimestre ; il en résultat un indice annuel de 9%.

Avant la divulgation des données du dernier trimestre, la Banque Mondiale prévoyait, pour 2009, une croissance de 7,5% dans le PIB, et de seulement 3,5% dans les exportations. Maintenant, ces résultats risquent de s'avérer encore moindres. Qu Hongbin, économiste en chef de la *Hong Kong and Shanghai Banking Corporation* (HSBC), a affirmé que les exportations pourraient tomber jusqu'à -19% au cours du premier trimestre de 2009.

Le marché financier chinois a également été très affecté. La Corporation d'Investissements de Chine (le principal fonds chinois) a perdu 2,46 milliards de dollars dans l'achat d'actions du Groupe Blackstone, outre les pertes sur les investissements dans la Morgan Stanley et dans la Banque Barclays anglaise. La Banque de la Construction a déclaré 673 millions de dollars de pertes, dues à l'achat de dérivés des titres hypothécaires subprimes et d'actions de la Lehman Brothers, déclarée en faillite par la suite.

La Bourse de Valeurs de Shanghai a précipité les actions des entreprises chinoises dans un abîme. Avec des pertes de 70% en 2008, cette chute est encore plus importante que celle de l'indice Dow Jones de la Bourse de New York. Ces pertes sont de 150% par rapport à octobre 2007. En effet, la valeur des actions est passée de 5 milliards de dollars en 2007 à 1,3 milliards en 2008. Lors du crack de 1929, pas même après trois années de chute, la Bourse de New York n'a atteint une telle dévaluation. Il n'est donc pas étonnant qu'un des économistes du gouvernement parle "d'effondrement du marché chinois des actions".

## **La Chimérique**

Toute cette décadence survient à un moment où les relations commerciales et financières entre les Etats-Unis et la Chine atteignent des niveaux inimaginables; à tel point, que l'historien économique Niall Ferguson a caractérisé de "chimérique" la relation symbiotique existant entre les deux pays. La restauration capitaliste en Chine, entamée en 1978, a engendré une nouvelle division internationale du travail, ainsi qu'un transfert de capitaux estimés à 660

milliards de dollars entre 1997 et 2007, des capitaux attirés par une force de travail bon marché, corvéable et malléable à merci, seule raison de la force concurrentielle chinoise. L'estimation ci-dessus ne tient pas compte des investissements opérés dans le continent par les bourgeoisies de Taiwan et de Hong-Kong, ni de l'immense capital accumulé par la bureaucratie du Parti Communiste chinois (PCCh) suite à l'expropriation de l'Etat ouvrier.

Cette immense accumulation de capital - 462 milliards de dollars, rien que pour 2007 - avec un commerce extérieur largement excédentaire, a donné naissance à une bourgeoisie nationale millionnaire et a produit une réserve, détenue par l'Etat, de 1,9 milliards de dollars. Ces fonds ont servi, en grande partie, à l'achat de titres de la Réserve Fédérale Américaine (FED), estimés à 600 milliards de dollars, auxquels il faut ajouter l'achat de bons garantis par le Trésor (comme les actions des assurances Fannie Mae et Freddy Mac), estimés à 400 milliards de dollars. La Chine est ainsi devenue le principal détenteur mondial de titres américains.

Aux Etats-Unis, une telle injection de dollars a permis de financer le déficit commercial à de faibles taux d'intérêt, ce qui a nourri la bulle de la consommation. Pour la population américaine, la consommation croissante était favorisée par l'inondation de produits chinois, des produits bon marché, soutenus par un taux d'échange fixe et favorable au yuan, institué par le gouvernement chinois. Ceci contribuait par ailleurs à maintenir un faible niveau d'inflation. Ce crédit bon marché et cette faible inflation, sans exercer de pression sur les salaires des travailleurs américains, favorisaient l'augmentation de la production et la promesse d'une croissance "illimitée", aujourd'hui effondrée.

Avec la crise, les premières fissures d'un mariage presque parfait commencent à apparaître. Pour rééquilibrer leur budget, les Etats-Unis ont besoin de réduire le déficit de la balance commerciale, en important moins et en exportant plus. Si les Etats-Unis réajustaient leur déficit commercial à 3% du PIB, leurs importations chuteraient de 320 milliards de dollars annuels. Une autre façon de réduire le déficit serait de réévaluer le yuan par rapport au dollar. Face au Comité de Finances du Sénat, Timothy Geithner, le nouveau Secrétaire au Trésor des Etats-Unis, a déclaré que "le président Obama pense

que la Chine manipule son taux d'échange". Portée officiellement devant le Sénat, cette grave accusation pourrait appeler à des représailles, comme la sur-taxation des produits chinois.

Ripostant à cette attaque, le Premier Ministre chinois, Wen Jiabao, a menacé de réduire l'achat de titres du Trésor pour protéger la valeur des investissements chinoises à l'extérieur. Plus que jamais, les Etats-Unis ont besoin des dollars chinois, notamment pour financer le « Plan Stimulateur » de 800 milliards de dollars, annoncé par Obama. En vérité, le mécanisme par lequel le gouvernement chinois maintient son taux d'échange est précisément l'achat de titres américains, transférant ainsi une partie de ses excédents aux Etats-Unis afin de maintenir une relation stable entre les deux monnaies. Alors, malgré la crise conjugale, il n'y a pas de divorce en vue.

## Ni décollage, ni nouvel empire

Une des thèses les plus ventilées en 2008 a été celle du "décollage" de l'économie des pays dits « émergents », ou du BRIC<sup>23</sup>, un décollage qui protégerait ces pays face à la crise des pays impérialistes. Selon beaucoup de dirigeants et d'économistes, les réserves accumulées et les indices de croissance économique de ces pays, très au-dessus de la croissance moyenne des pays avancés, suffiraient à leur éviter la crise, une crise caractérisée comme étant celle de la finance ou du crédit.

Or, les données sur l'évolution de l'économie chinoise montrent qu'il n'y a point de décollage et que la crise y sévit comme dans les pays impérialistes. Le caractère mondial de l'économie, et en particulier de la chinoise, d'interdépendance vis-à-vis des Etats-Unis, empêche tout décollage.

Mais il y a une autre position, celle défendue par certains économistes marxistes, parmi lesquels François Chesnais, une position qui trouve une vaste répercussion à gauche et selon laquelle la Chine serait devenue une nouvelle puissance. Ainsi, dans une conférence en Argentine en septembre 2008, Chesnais affirmait que « pendant les dernières 15 années et en particulier pendant la dernière étape, dans des points déterminés du système, des groupes industriels se sont

---

<sup>23</sup> Les pays du BRIC sont le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine

développés, capables de s'intégrer dans les oligopoles mondiaux, en tant que partenaires de plein droit. Tant en Inde comme en Chine se sont constitués des groupes économiques capitalistes puissants... C'est pourquoi il y a encore un autre élément à prendre en compte, à savoir, qu'une des dimensions de cette crise est celle de marquer la fin de cette étape où les Etats-Unis pouvaient agir en tant que puissance mondiale hégémonique. Ceci signifie que de nouvelles relations pourront s'établir entre les Etats-Unis et la Chine, des relations qui ne seront plus celles d'une puissance impérialiste avec un espace semi colonial ».<sup>24</sup>

Toutefois, Marx et Engels contredisent cette association entre l'industrialisation d'un pays capitaliste, avec la formation consécutive d'une forte bourgeoisie, et sa transformation de semi-colonie en puissance. Dans une note du *Capital*, Marx affirme que: « *Le développement économique des Etats-Unis est le produit de l'industrie européenne moderne, spécialement l'anglaise. A leur stade actuel (1866), les Etats-Unis doivent être encore considérés comme un pays colonial par rapport à l'Europe.* »<sup>25</sup> Cette note fut complétée par Engels pour la quatrième édition allemande : "à partir d'alors, les Etats-Unis se sont développés et sont devenus le second pays industriel du monde, sans pour autant perdre complètement leur caractère colonial".

Marx se référait à la nouvelle division internationale du travail créée par l'industrialisation de l'Europe, avec la transformation d'une partie de la planète en secteur colonial de production agricole, secteur où s'inséraient les Etats-Unis. C'était une époque où le capitalisme en ascension générait encore un développement des forces productives. Les Etats-Unis ont profité des occasions qu'offrait cette époque, ainsi que de leur guerre d'indépendance victorieuse et d'une guerre civile, pour passer de leur condition de colonie à celle de pays politiquement indépendant au début du 20<sup>ème</sup> siècle.

La Chine va en direction opposée. Elle passe de nation indépendante, position conquise par la révolution sociale de 1949 même si elle n'était pas un pays industrialisé, à la condition de semi colonie

---

<sup>24</sup> François Chesnais, *Le capitalisme a tenté de casser ses limites historiques en créant un nouveau 1929, ou pire.* [www.esquerda.net](http://www.esquerda.net)

<sup>25</sup> Karl Marx, *Le Capital.*

des Etats-Unis à partir de la restauration capitaliste, malgré son industrialisation croissante.

Si les Etats-Unis ont eu besoin de deux guerres mondiales pour devenir la puissance capitaliste hégémonique, seule une nouvelle révolution sociale permettrait que la Chine redevienne un pays politiquement indépendant de l'impérialisme.

Pour son argumentation, Chesnais se base sur une fausse prémisse : « Je me réfère à l'extension, particulièrement pour la Chine, de tout le système de relations sociales de production du capitalisme, un élément que Marx a mentionné à un certain moment en tant que possibilité, mais qui est devenu réalité seulement au cours de ces dernières années. » La possibilité analysée par Marx était, pour son époque, une immense tâche progressive du capital, dans le sens du progrès des forces productives dans une région où il existait des relations asiatiques de production. Rien à voir avec les dernières années, où l'avancée a eu lieu sur la base d'une énorme destruction des forces productives, particulièrement avec la destruction d'un Etat ouvrier comme la Chine de Mao, même quand cet Etat était bureaucratiquement déformé.

## **L'usine du monde ferme ses portes**

La crise a épuisé le modèle chinois de croissance économique, basé sur l'exportation de produits de moindre valeur ajoutée et sur une main d'œuvre intensive. Et la recette de la Banque Mondiale, de renforcement du marché interne, est de retour.

On tombe ainsi dans une grande contradiction. Pour fortifier un tel marché il faut augmenter le pouvoir d'achat de la population, ce qui irait à l'encontre du régime d'exploitation brutale de la force de travail.

Selon l'OIT<sup>26</sup>, dans la plupart des pays, il y eut une croissance relative de la participation de la masse salariale dans le cadre national durant les années de croissance économique, mais en Chine, c'est le contraire. Entre 1993 et 2002 la participation de la masse salariale dans le PIB est restée stable, autour de 50%, pour tomber vertigineusement depuis lors ; elle est actuellement à moins de 40%. La

---

<sup>26</sup> OIT, Global Wage Report, 2008/2009, [www.ilo.org](http://www.ilo.org). Pour une interprétation du rapport de l'OIT, voir Marcos Margarido, *Relatório da OIT prevê queda do salário real em 2009*, [www.pstu.org](http://www.pstu.org).

consommation des ménages est encore plus basse, dépassant à peine 35% du PIB contre plus de 65% dans les pays impérialistes. Cette différence entre masse salariale et consommation représente l'épargne faite par les travailleurs pour s'assurer un revenu de vieillesse, puisqu'il n'y a pas système de prévention sociale universelle.

L'objectif du gouvernement, d'une augmentation considérable de la consommation des paysans, est inimaginable à court terme. En Chine, il y a 800 millions de paysans, et selon les estimations, plus de 500 millions vivent avec moins de 2 dollars par jour. Ils représentent 2/3 de la population mais ne consomment que 1/3 de la production interne, soit quatre fois moins que la population citadine. De plus, l'inégalité entre la campagne et la ville n'a pas cessé d'augmenter. Le revenu urbain était de 2,57 fois supérieur au revenu rural en 1978, mais il l'est de 3,27 fois en 2006.

Aussi, la « classe moyenne » urbaine, le secteur de la population le plus favorisé par la croissance économique chinoise, a décidé de se serrer la ceinture en attendant des temps meilleurs. Le marché de l'immobilier a accusé une réduction de 40% en octobre 2008. Les grands ensembles urbains construits durant les mois du boom sont vides et la demande de nouveaux immeubles est retombée au niveau où elle se trouvait 10 ans auparavant. Bien que de dimensions incomparablement moins importantes que l'américaine, la bulle immobilière chinoise a, elle aussi, exploité.

La contraction de l'industrie de construction civile a induit, comme conséquence immédiate, la diminution du marché des principales matières premières : ciment et acier. Les grandes entreprises sidérurgiques, comme la Baosteel, la Shougang et l'Angang, ont réduit leur production de 20%.

En septembre 2008, sur 71 entreprises métallurgiques et sidérurgiques, 23 ont déclaré des pertes pour 170 millions de dollars. En 2008, les entreprises d'Etat concentrées dans les secteurs de l'acier, du ciment et du pétrole, ont accusé une chute de 15,7% de leurs bénéfices. Selon l'Association Patronale du Fer et de l'Acier, au seul mois d'octobre, plus de 40% de petites et moyennes entreprises métallurgiques dans les provinces de Hebei et de Henan ont fermé leurs portes.



Les régions exportatrices du littoral, connues comment l'« usine du monde », se trouvent dans une sorte de situation de chaos. Environ 67 000 entreprises d'exportation ont arrêté leurs activités au cours du premier semestre de 2008. Dans le secteur des jouets, 52,7% des entreprises ont baissé le rideau. En Guangdong, le cœur manufacturier de la Chine, 8 500 entreprises ont fermé leurs portes au cours du seul mois d'octobre. Dans cet Etat, et prenant en compte cette chute, la prévision officielle de croissance du PIB (toujours optimiste) a été établie à 8,5% pour 2009, soit une diminution de 1,6% par rapport à celle de l'année précédente.

Les usines ayant cessé leurs activités au cours du second semestre, ont inauguré une nouvelle modalité de faillite : les travailleurs mis dehors opportunément, les propriétaires ferment les portes de l'usine et s'enfuient à Hong-Kong, où la législation les protège. La situation est arrivée à un tel point, que le Conseil d'Etat a publié une résolution imposant de communiquer les licenciements avec un mois de préavis, quand plus de 20 travailleurs y sont concernés. Selon la dite résolution, les contrôleurs devront surveiller attentivement les entreprises pour que leurs propriétaires ne s'enfuient pas et ne retardent pas le paiement des indemnités, lesquelles finissent à la charge du gouvernement.

La liste des *fugitifs* est énorme, mais quelques exemples suffisent. Le 1<sup>er</sup> novembre 2008, le propriétaire (originaire de Taiwan) de l'usine de basquets Weixu, a sauté le mur arrière et a pris la fuite en laissant 2 000 travailleurs au chômage, sans avoir perçu leurs salaires. Dans la ville industrielle de Dongguan, l'usine de jouets Smart Union a fermé sans aucun avis et a laissé 7 000 chômeurs. Cette situation s'est répétée sur tout le littoral chinois. Dans la ville de Jiaxing, entre Shanghai et Hangzhou, 45 patrons ont pris la fuite, laissant 3 744 travailleurs sur le carreau avec plus de 1,6 millions de dollars de salaires impayés. Dans la province de Zhejiang, 277 propriétaires ont pris la fuite au cours des neuf premiers mois de 2008 et ont laissé 7,3 millions de dollars en salaires impayés, ce qui correspond - avec une moyenne hypothétique de 150 dollars mensuels - à quelque 48 mille salaires.

Le salaire réel n'est pas loin de cette hypothèse. Il était en moyenne de 115 dollars en 2006 dans les industries primaires,

quand le minimal national était autour de 80 dollars. Même s'il fallait l'adapter pour rester régionalement entre 40% et 60% du salaire moyen régional, dans les grandes villes, comme Pékin et Shanghai, le salaire minimal correspondait à 20% du salaire moyen. De tels salaires ne suffisent que pour acheter quatre rations de soupe de légumes par jour.

La journée de travail légale n'est pas respectée non plus : les années précédant la crise, elle était de 12 à 14 heures par jour, 7 jours sur 7, et 1 jour de repos par mois. Avec la crise économique, les travailleurs peuvent enfin se « reposer ». Selon l'Académie chinoise de Sciences Sociales, le taux du chômage urbain est de 9,4% - le double de l'indice officiel - et il pourra arriver à 11% en 2009. Pour ce qui est des travailleurs migrants, le gouvernement chinois lui-même estime à 20 millions les emplois perdus, se basant sur le nombre de retours des travailleurs à leur ville natale, intervenus durant le mois de janvier. Ce chiffre est peut-être sous-estimé, parce qu'il n'inclut pas les postes perdus par ceux qui ne sont pas rentrés en province, ni ceux perdus par des travailleurs urbains et par la classe ouvrière traditionnelle.<sup>27</sup>

## **La double réponse de la dictature chinoise**

Face à cette réalité, le PCCh a mis en œuvre un plan de relance de 586 milliards de dollars sur deux ans, principalement pour des investissements dans l'infrastructure rurale et les transports, ainsi que dans la province de Sichuan, touché par le séisme qui a dévasté cette région l'année passée. Il y a moult promesses aussi de créer un plan de prévision sociale pour les paysans, ainsi que d'améliorer les systèmes d'éducation et de santé, qui ont cessé d'être publics depuis la restauration capitaliste. Selon le gouvernement, 127 milliards de dollars seront investis, durant deux ans, dans un système de santé publique, ce qui est dérisoire pour un pays de 1,4 milliards d'habitants.

---

<sup>27</sup> En Chine, il n'y a pas de liberté de circulation de la campagne à la ville. Dans les villes, les habitants doivent posséder un permis de séjour pour légaliser leur situation. Les migrants - paysans qui travaillent dans les villes - ne possédant pas de permis, sont considérés comme des résidents illégaux, ce qui aggrave encore l'exploitation exercée par le patronat.

Ce renforcement de l'investissement public dans l'économie ne signifie pas, pour autant, une reprise du contrôle par l'Etat, pas plus qu'une politique de régulation financière, comme le réclament les néo-convertis au keynésianisme.

Les restrictions au capital privé devront être éliminées, comme l'autorisation pour les opérations de banques de financement et d'entreprises étrangères d'assurances. Le ministre Li Yizhong a déclaré que « la Chine recourra à des politiques fiscales et de commerce pour faciliter l'exportation aux industries à main d'oeuvre intensive ». Une des premières mesures a été la diminution du taux d'intérêt, qui a souffert de petites réductions de 0,27% depuis septembre et de 1,08% en novembre. Selon l'annonce du Conseil d'Etat, la libération des affaires directement en monnaie chinoise sera mise en pratique dans l'embouchure de la Rivière des Perles, la médiation de la Banque Centrale dans l'échange n'étant plus nécessaire. Avec cela, il y aura un approfondissement de l'ouverture commerciale, en resserrant des liens avec Hong-Kong et Macao, deux enclaves impérialistes en Chine. Plus libéral que ça, impossible.

Mais ce sera dans les campagnes où les mesures du gouvernement causeront le plus grand impact. Le président Hu Jintao a proposé l'élimination de toutes les barrières à la commercialisation des contrats de concession de terres agricoles. Avec le chômage et le manque d'argent, beaucoup de paysans vendront leurs concessions pour devenir des salariés sur leurs terres. Cette mesure conduira à concentrer les terres dans les mains des paysans riches, de la bureaucratie et de la bourgeoisie, ce qui provoquera le retour des grandes propriétés et des barons terriens de l'époque impériale. Pour attirer le capital à l'intérieur du pays, on investit copieusement dans la construction de voies de transport.

L'autre objectif du gouvernement est d'absorber une partie de la force de travail licenciée par le capital privé, pour essayer d'éviter des convulsions sociales. Dans un seul ouvrage, l'autoroute entre Pékin et Shanghai, 110 mille ouvriers sont au travail. Mais c'est une tâche difficile.

En 2007, en plein boom de croissance, à peine 12 millions d'emplois ont été créés : c'est bien peu, et en outre sans lendemain, pour quelque 20 millions de chômeurs, sans compter les nouveaux

demandeurs d'emploi. Le sujet de l'instabilité sociale est omniprésent dans les déclarations des membres du gouvernement chinois. Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale, Yin Weimin, a déclaré en novembre 2008 que la situation de l'emploi dans le pays était « préoccupante » et que l'instabilité sociale, avec des manifestations ouvrières en permanence, était la « principale préoccupation » du gouvernement. Meng Jianzhou, Ministre de la Sécurité Publique, a déclaré que la police doit mieux faire pour maintenir la stabilité sociale, encourageant les policiers - haïis - à construire une relation « harmonieuse » avec le peuple. Selon lui, en cas d'incidents, le rôle de la police est « de maintenir l'ordre local, de ménager les conflits et d'éviter des mesures excessives pour que la situation ne devienne pas incontrôlable ». Cette situation de montée chez les travailleurs migrants n'est pas nouvelle.

Dès 2005, le gouvernement central a mis en vigueur trois règles pour prévoir la recrudescence des conflits ; la règle des « quatre tôt »: découvre tôt, informe tôt, contrôle tôt et résolve tôt; la règle « des trois fais, et des trois ne fais pas »: disperse et ne réunis pas, résous et ne compliques pas, calme et n'excites pas; enfin, la règle des « trois précautions »: précaution à utiliser la force policière, précaution à utiliser les équipements policiers, et précaution à utiliser la force.<sup>28</sup>

En même temps, une répression sélective se met en oeuvre. Selon l'Association de Police de Hunan, les autorités doivent « utiliser des méthodes efficaces pour contrôler la situation et, en particulier, découvrir les chefs et les éléments essentiels qui sont derrière le mouvement, en réunissant des preuves, et les préparer pour les traiter en conformité avec la loi ». Cela signifie la condamnation et de nombreuses années de prison.

Mais il n'en est pas ainsi pour les patrons. Le Procureur de l'Etat de Guangdong, par exemple, a instruit ses fonctionnaires dans le sens de ne pas arrêter les patrons et les directeurs passibles de crimes de col blanc, pour ne pas nuire aux affaires. En Shandong, des fonctionnaires du gouvernement ont promis aux patrons qu'ils igno-

---

<sup>28</sup> China Labour Bulletin, *The workers' movement in China (2005- 2006)*, [www.clb.org.hk](http://www.clb.org.hk), p. 33

raient les violations aux droits du travail et les délits mineurs, pourvu que ces mêmes patrons ne licencient pas trop de travailleurs.

Et la Fédération des Syndicats de la Chine va dans le même sens, elle, qui est le bras syndical du PCCh et l'unique organisation syndicale légale du pays. Kong Xianghong, vice-président de la Fédération des Syndicats de Guangdong, a déclaré, en novembre dernier, que « comme la majorité des entreprises vivent des moments difficiles, nous arrêterons temporairement la négociation des contrats collectifs de travail. Celle-ci sera reprise en fonction de la situation économique ». La négociation collective est la principale campagne de la Fédération pour prévenir les conflits du travail.

Il s'agit de conflits qui ne manqueront pas d'éclater. Le Parti Communiste chinois lui-même l'a reconnu dans le numéro de janvier de sa revue politique *Perspective* (Liaowang), lors d'une entrevue donnée au journaliste Huang Huo : « Nous entrons, sans doute, dans une période à incidents de masses. En 2009, la société chinoise verra peut-être encore davantage de conflits et de ruptures qui mettront à l'épreuve l'habileté du gouvernement et du Parti, à tous les niveaux. »<sup>29</sup>

## La réponse des masses

Le mouvement ouvrier a été le protagoniste d'au moins deux grandes vagues de luttes après le processus révolutionnaire déchaîné en 1989 et dont le symbole fut le massacre de la place de Tiananmen. La première vague réagissait à la privatisation des entreprises publiques, une véritable destruction mise en œuvre par le gouvernement dès le début des années 90. Près de 86% des entreprises étaient déjà privatisées fin 2001, et leur nombre est passé de 64 737 en 1998, à 27 477 en 2005.<sup>30</sup>

Les installations des entreprises étatiques ont été prises par la bureaucratie, en négociation avec les entreprises privées, à travers des fusions frauduleuses où l'établissement étatique était déclaré en fail-

---

<sup>29</sup> Cité par Stephen Chan, *China's protesters becoming "better organised" say experts*, chinaworker.org

<sup>30</sup> Labour Bulletin et Rights&Democracy, *No Way Out: Worker Activism in China's State-Owned Enterprise Reforms*, septembre 2008. Le gouvernement chinois présente un chiffre bien plus important que celui publié par ce rapport indépendant, à savoir, l'existence de 179 000 entreprises d'Etat en 2004. Mais il affirme aussi que ce chiffre, déjà en baisse actuellement, baissera encore d'avantage à l'avenir.

lite, si ce n'était pas par la vente pure et simple au capital étranger. La corruption, qui avait été un des motifs du soulèvement de 1989, a atteint des niveaux stratosphériques. La contrepartie fut le licenciement d'environ 30 millions de travailleurs entre 1998 et 2004 et la création d'une dette de 400 milliards de dollars.

La résistance à menée à des protestations, des demandes judiciaires, des grèves et des occupations, avec comme centre les luttes pour le maintien de l'emploi, le paiement d'indemnisations justes, l'assistance médicale, la retraite, ainsi que les luttes contre la corruption. Selon les statistiques du gouvernement, le nombre de manifestations de masses était passé de 10 mille en 1993, à 60 mille en 2003.

Toutefois, les efforts des travailleurs n'ont pas été suffisants pour casser la volonté de fer de la bureaucratie chinoise de restaurer le capitalisme. Les luttes ont échoué et leurs dirigeants arrêtés et condamnés pour « tentative de subversion au pouvoir de l'Etat », pour « organisation de groupes contre-révolutionnaires », etc. Il faut souligner la condamnation à prison à vie de Jiang Cunde, en 1999, pour « avoir imité le modèle du Syndicat Solidarité de Pologne afin de renverser l'actuel pouvoir politique ». Malgré cela, quelques luttes ont été victorieuses, comme la grève héroïque des travailleurs du pétrole de Daqing, où l'entreprise d'Etat a été obligée à rembaucher 24 mille travailleurs.

La seconde vague de luttes a eu lieu au début de cette décade, quand la Chine a profité de la faillite des "Tigres asiatiques", lors de la crise de 1999, pour attirer les capitaux en passe d'être expatriés de cette région. Les années 2000 ont vu l'augmentation gigantesque du flux d'émigrants vers les grandes villes et un apprentissage rapide de ces paysans qui ont formé une nouvelle classe ouvrière en Chine, employés dans des entreprises privées et soumis à tous types d'exploitation et d'humiliations en raison de leur situation d'illégaux dans leur propre pays. Cette vague n'est pas encore terminée, au contraire, elle va en croissant et gagne des victoires partielles, même s'il n'y a pas encore d'organisation suffisante pour remettre en question le pouvoir de la dictature chinoise.

Si durant les années précédentes la grande majorité des luttes a été menée pour le paiement des salaires dus, pour le respect des contrats

bafoués ou pour l'augmentation des salaires, à partir du second semestre de 2008, s'est venue ajouter à ces thèmes la lutte contre les licenciements. En même temps, les luttes sont devenues plus efficaces, plus offensives et pratiquement quotidiennes, notamment dans les provinces exportatrices de Guangdong et de Shandong. Quelques exemples suffisent à illustrer l'actuel état d'esprit de cette nouvelle classe ouvrière et de ces paysans qui ont été les protagonistes de quelque 120 mille mobilisations en 2008.

L'usine de basquets Weixu citée plus haut devait deux mois de salaire aux salariés qui sont descendus dans la rue avec des protestations massives. La police anti-émeute a alors riposté en faisant au moins 7 prisonniers et 6 blessés. Le 25 novembre, le non-versement des indemnités dues à deux mille travailleurs licenciés de l'usine de jouets Kader Group, dans le Dongguan, a provoqué une protestation au cours de laquelle les travailleurs ont détruit quatre voitures de la police et occupé l'usine, en endommageant des ordinateurs et des équipements de bureau.

Toutes ces manifestations ouvrières se font en marge des syndicats officiels, et fréquemment même contre eux. Toutefois, on peut difficilement affirmer qu'il existe des organisations ouvrières indépendantes, car les dirigeants qui émergent sont immédiatement arrêtés et leurs organisations embryonnaires déclarées illégales. Mais cette situation pourrait changer. Selon le rapport 2005/2006 de *Worker's Movement in China*,<sup>31</sup> « les grèves dans la Zone de Développement de Dalian se sont rapidement étendues parce que les 529 entreprises à capital japonais étaient densément groupées et les usines et les quartiers étaient voisins les un des autres, ce qui a facilité la communication entre les travailleurs d'usines différentes ». Le rapport conclut que « même si les travailleurs de la Zone de Dalian ont dit ne pas avoir de dirigeants et ne pas en avoir besoin, puisqu'ils étaient unis par un même idéal, il est clair que ces dix grèves - ayant réuni 30 mille travailleurs avec les mêmes revendications - n'auraient pu avoir lieu sans quelque sorte de planification et d'organisation préalables ».

---

<sup>31</sup> Rapport publié par l'organisation China Labour Bulletin, [www.clb.org.hk](http://www.clb.org.hk)

Il n'y a pas que les luttes pour les droits des travailleurs, qui explosent en Chine. Il y a des luttes à la campagne contre l'occupation des terres par des groupes patronaux, et dans les villes pour les motifs les plus variés. En outre, ces luttes révèlent la haine des masses envers le parti dirigeant et ses institutions, dont principalement la police. Ainsi, par exemple, lors de la rébellion du Weng'an dans la province de Guizhou, à laquelle ont participé 30 mille personnes, la population s'est retournée contre la police qui avait caractérisé de suicide la mort d'une étudiante de 17 ans, retrouvée dans une rivière, alors que selon la famille leur fille avait été noyée par des proches de la police. La multitude a même avancé sur le détachement de police avec des pancartes réclamant « Restituez la justice au peuple », et la situation n'a pu être contrôlée que grâce à l'intervention des troupes de choc, lesquelles ont dû utiliser du gaz lacrymogène pour disperser la multitude.

Une autre rébellion a eu lieu le 17 octobre, quand 10 mille personnes dans la ville de Longnan, capitale de la province de Gansu, ont protesté contre le transfert du siège administratif de la province à une autre ville. Des voitures de la police ont été brûlées et des locaux du gouvernement et du Parti Communiste de Chine lapidés, au cours d'affrontements qui ont duré deux jours et qui ont mené à plus de 100 emprisonnements. Selon Wang Jinli, une paysanne de 50 ans, « aujourd'hui, les gens arrivent à survivre en ramassant des ordures, mais s'ils transfèrent la capitale, où trouverons-nous des ordures ? Aujourd'hui nous mangeons du riz et de la farine, mais si le centre administratif change, nous tous ne mangerons que du maïs ; ce serait alors un recul économique de 20 ans. » Voilà probablement la meilleure définition de l'actuelle crise économique.

A ces deux occasions, outre que d'arrêter les dirigeants principaux et les activistes des manifestations, les accusant de bandits ou de voyous, le gouvernement a eu une attitude inédite jusqu'alors : après avoir repris le contrôle, il s'est réuni avec la population et a promis de résoudre les problèmes posés. Aujourd'hui, en Chine, seules cette forte montée et la peur de voir augmenter les mécontentements peuvent expliquer une telle attitude.

La jeunesse proteste aussi par ses propres voies, dont - comme partout dans le monde - l'Internet, objet d'une censure constante de



la part du gouvernement. La musique représente une autre de ces voies, notamment le rap qui compte des milliers d'adeptes et des centaines de clubs, partout dans le pays. Sans autorisation officielle de diffuser leur musique, les rappeurs chinois dénoncent dans leurs textes la société : les privilèges donnés aux riches, la corruption et la misère des travailleurs.

Des textes comme celui-ci : *« j'ai travaillé dur dans le chantier et gagné 600 yuans<sup>32</sup>, mais au moment de toucher, le patron m'a dit qu'il n'avait pas de blé et m'a demandé d'attendre ; la troisième neige est passée et le patron ne m'avait pas encore payé, alors le tribunal a dit qu'il irait devant le juge après la nouvelle année, mais lui, il s'est enfui avec nos salaires »* marquent une différence vis-à-vis des tas de raps enregistrés à Hong-Kong ou d'origine américaine.

Le motif de ce mécontentement est également le chômage des jeunes.

Grâce aux seules données de l'Université de Guangdong, on peut se faire une idée du drame que vivent les jeunes qui entrent sur le marché du travail. A peine 2,2% des 330 mille étudiants qui finissent leurs études au cours de ce semestre ont un emploi garanti. En début d'année, dans les foires aux emplois (courantes en Chine, organisées par les employeurs pour rencontrer des candidats), les entreprises montent des stands pour entrer en contact avec des candidats et des milliers d'étudiants y jouent anxieusement des coudes pour trouver un emploi. A la dernière Foire Nationale Agricole de Pékin, par exemple, il n'y avait que 4 000 offres pour plus de 30 000 universitaires.

Voilà pourquoi tout indique que la lutte des travailleurs et du peuple chinois gagnera en intensité en 2009. Même pendant les fêtes de la nouvelle année chinoise, des heurts ont eu lieu, notamment dans la province de Guizhou, avec des dizaines de blessés parmi la population et la police. L'interdiction des défilés de dragons et de feux d'artifices (tradition millénaire dans le pays qui a inventé la poudre) dans le centre de la capitale, Dejiang, a poussé une multitude jusqu'aux portes de la préfecture pour protester contre l'action policière qui avait détruit les dragons dans des combats de rue.

---

<sup>32</sup> Equivalant à 88 dollars

Dans l'horoscope chinois, cette année est celle « du bœuf », qui représente la volonté de travailler. Elle pourrait devenir également l'année où les travailleurs lutteront pour l'émancipation de leur classe.

# **Le mouvement ouvrier face à la crise. Discussions avec Trotsky**

Cecília Toledo

Parti socialiste des travailleurs unifié (PSTU) - Brésil

Vers la fin de la décennie de 1930, à quelques mois du congrès de fondation de la IV<sup>ème</sup> Internationale, il y a eu quelques discussions entre Trotsky et des militants socialistes au Mexique et aux Etats-Unis sur l'actualité du Programme de Transition dans des périodes de crise économique aiguë. Nous publions ici les interventions de Trotsky dans quelques-unes, telles qu'elles ont eu lieu, sans grande élaboration éditoriale. Nous les considérons importantes pour tous nos lecteurs, puisqu'elles essayent de comprendre un moment historique vécu durant les premières années de la décennie de 1930, après le crack de 1929, un moment très semblable à celui que nous vivons maintenant.

## **Pour résumer les revendications transitoires<sup>33</sup>**

Au cours des discussions précédentes, des camarades ont eu l'impression que quelques-unes de mes propositions ou revendications étaient opportunistes, et d'autres qu'elles étaient trop révolutionnaires et ne correspondaient pas à la situation objective. Cette combinaison est fort compromettante et c'est pourquoi je voudrais défendre brièvement ce apparente contradiction.

Quelle est la situation générale, aux Etats-Unis et dans le monde entier ? La crise économique est sans précédent, la crise financière, dans chacun des états, de même, et la guerre approche. C'est une crise sociale sans précédent. Pendant sept, huit ou neuf ans, nous avons cru que le capitalisme américain ferait preuve de plus de résistance, mais les faits ont montré que le capitalisme américain c'est-

---

<sup>33</sup> 23 mars 1938

à-dire le capitalisme apoplectique est peut-être plus près que d'autres de l'effondrement. La crise américaine est une crise sociale, pas une crise de conjoncture. Cette crise sociale - qu'on appelle maintenant récession - présente des traits d'une extrême acuité. Ce n'est pas la fin de la récession.

Les difficultés financières des Etats-Unis. Naturellement la nation est très riche, et l'Etat peut lui emprunter, mais cela veut dire que, sur la base de la crise financière, il y a une crise de l'Etat. Nous pouvons dire qu'il y a une crise politique de la classe dominante. La prospérité s'est évanouie ; personne ne croit à son retour. Et ce fait se reflète dans la crise politique des démocrates et des républicains. Les classes dominantes sont désorganisées et à la recherche d'un nouveau programme. Le programme de Roosevelt est expérimental, pour ne pas dire aventuriste, du point de vue capitaliste. Cela signifie une prémisse tout à fait fondamentale pour une situation révolutionnaire. C'est vrai pour le monde, c'est vrai pour les Etats-Unis et peut-être spécialement pour eux.

Maintenant, la question du prolétariat. Il s'est produit un très grand changement dans la situation de la classe ouvrière. J'ai appris avec intérêt et plaisir, dans quelques articles du *Socialist Appeal* et de *New International*, qu'aujourd'hui le sentiment de l'ouvrier américain *qu'il est un ouvrier*, est en train de grandir, que ce n'est pas le vieil état d'esprit pionnier, qu'il est ouvrier pour un temps : maintenant il est un ouvrier permanent, et même un chômeur permanent. C'est la base de tous les autres développements dans la classe ouvrière. Et puis il y a eu les grèves sur le tas. Elles étaient, je crois, sans précédent, dans tout le mouvement ouvrier aux Etats-Unis. Comme résultat de ce mouvement, la fondation et la croissance du C.I.O.<sup>34</sup> Et aussi la tendance à construire le Labor party, la L.N.P.I.<sup>35</sup>

Je ne connais pas suffisamment l'histoire et l'actualité du mouvement ouvrier en Amérique. Mais, de façon générale, en 1924, je peux dire que le mouvement était plus imposant, mais

---

<sup>34</sup> Le *Congress of Industrial Organizations* a été fondé en 1935 comme fédération de syndicats des Etats-Unis et du Canada. En 1955, elle s'est unie avec la American Federation of Labor pour former la AFL-CIO.

<sup>35</sup> La *Labor's Non-Partisan League* est une initiative conjointe du CIO et de la AFL, née en 1936, pour construire une représentation politique « non-partisane ».

qu'aujourd'hui les prémisses sociales sont incomparablement plus mûres. C'est pourquoi la signification du Labor Party est plus importante aujourd'hui. Je ne dirai pas pourtant que toutes les conditions sont développées au même degré et au même niveau. Si on prend la situation mondiale en général - les contradictions impérialistes, la position du capitalisme américain, la crise et le chômage, la position de l'Etat américain comme une expression de l'économie américaine, de la bourgeoisie américaine, l'état d'esprit politique de la classe dirigeante, la désorientation dans ses rangs et la position de la classe ouvrière - on peut dire, en prenant tout cela en considération, que les prémisses sont plus mûres pour la révolution.

Si on passe de ces prémisses à la superstructure, à la politique, on relève moins de maturité. Les contradictions internes du capitalisme américain - la crise et le chômage- sont incomparablement plus mûres pour une révolution que la conscience des ouvriers américains. Tels sont les deux pôles de la situation. On peut dire qu'elle est caractérisée par une sur-maturité de toutes les prémisses sociales fondamentales pour la révolution, un fait que personnellement je n'avais pas prévu il y a huit ou neuf ans.

D'un autre cote, grâce à la rapidité et l'aggravation de la décomposition des conditions matérielles aux Etats-Unis, la conscience des masses - bien qu'elle ait réalisé des progrès importants - demeure arriérée en comparaison des conditions objectives. Nous savons que les conditions subjectives - la conscience des masses, la croissance du parti révolutionnaire - ne sont pas un facteur fondamental. Elles dépendent de la situation objective, en dernière analyse, l'élément subjectif dépend lui-même des conditions objectives, mais cette dépendance n'est pas un processus simple.

On a observe en France l'année dernière un phénomène important et très instructif pour les camarades des E.U. Le mouvement ouvrier avait reçu un élan puissant. Les syndicats étaient passés en quelques mois de moins d'un million à cinq millions. Les grèves sur le tas en France ont été incomparablement plus puissantes qu'aux E.U. Les travailleurs étaient prêts à tout, à aller jusqu'au bout. Et, d'un autre côté, on a vu la mécanique du Front populaire : pour la première fois, on pouvait démontrer l'importance historique de la trahison de l'Internationale Communiste. Parce que, depuis quelques années,

l'I.C. est devenue un appareil pour la conservation sociale du capitalisme, la disproportion entre les facteurs objectifs et subjectifs a pris une acuité terrible et le Front populaire est devenu le frein le plus puissant pour canaliser ce grand courant révolutionnaire des masses. Et il y est, dans une certaine mesure, arrivé. On ne peut pas prévoir ce que sera demain, mais, en France, ils sont arrivés à capturer le mouvement des masses, et on voit maintenant le résultat : le mouvement à droite, Blum<sup>36</sup> qui devient un dirigeant, celui qui forme les gouvernements d'union, *l'union sacrée* pour la guerre. Mais ce n'est qu'un phénomène secondaire. Le plus important, c'est qu'il existe, partout dans le monde, ce qui existe aux Etats-Unis, à savoir cette disproportion entre les facteurs objectifs et subjectifs, mais elle n'a jamais été aussi aiguë que maintenant.

On a aux Etats-Unis un mouvement des masses pour surmonter cette disproportion, celui qui va de Green à Lewis, de Walker à La Guardia<sup>37</sup>. Il s'agit de surmonter la contradiction fondamentale. Le P.C. joue aux Etats-Unis le même rôle qu'en France mais à une échelle plus modeste. Le rooseveltisme remplace ici le Front populaire de France. Dans ces conditions, notre parti doit réaliser, doit aider les ouvriers à surmonter cette contradiction.

Quelles sont nos tâches? Les tâches stratégiques consistent à aider les masses, à adapter leur mentalité politique et psychologique à la situation objective, à surmonter les préjugés traditionnels des ouvriers américains, à adapter leur état d'esprit à la situation objective de la crise sociale de l'ensemble du système.

Dans cette situation - prenant en considération la petite expérience, puis considérant la création du C.I.O., les grèves sur le tas, etc. - nous avons tout à fait le droit d'être plus optimistes, plus courageux, plus offensifs dans notre stratégie et notre tactique - pas

---

<sup>36</sup> Léon Blum (1872-1950), leader de la S.F.I.O., avait été le premier président du conseil socialiste, à la tête du gouvernement de Front populaire. Le 11 mars précédent, dans l'émotion provoquée par l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne, il avait proposé « un rassemblement national autour du Front populaire ». Le conseil national du parti, le lendemain, lui avait donné mandat de former un gouvernement d'union nationale dont la droite n'avait pourtant pas voulu.

<sup>37</sup> Pour Trotsky, le passage du syndicalisme de métier réactionnaire de l'A.F.L. de William Green au syndicalisme d'industrie du C.I.O. de John L. Lewis avait constitué un pas en avant, de même que le passage de la mairie de New York des mains de James John Walker (1886-1957), un démocrate affairiste inféodé à Tammany Hall, à celles de LaGuardia.

aventuristes - et d'avancer des mots d'ordre qui ne font pas partie du vocabulaire de la classe ouvrière américaine.

Quel est le sens du programme de transition? On peut dire que c'est un programme d'action, mais pour nous, pour notre conception stratégique, c'est un programme de transition - c'est une aide aux masses pour surmonter les idées reçues, les méthodes et les formes, et pour s'adapter aux exigences de la situation objective. Ce programme de transition doit inclure les revendications les plus simples. Nous ne pouvons ni prévoir ni prescrire les revendications locales et syndicales adaptées à la situation locale d'une usine donnée, le développement de cette revendication, au mot d'ordre pour la création d'un soviet d'ouvriers.

Ce sont là les deux points extrêmes, à partir du développement de notre programme de transition, pour trouver les liens et amener les masses à l'idée de la prise révolutionnaire du pouvoir. C'est pourquoi certaines revendications apparaissent comme très opportunistes - parce qu'elles sont adaptées à la mentalité réelle des travailleurs. C'est pourquoi d'autres apparaissent comme trop révolutionnaires - parce qu'elles reflètent plus la situation objective que la mentalité réelle des ouvriers. Nous devons combler aussi vite que possible l'écart entre les facteurs objectifs et les facteurs subjectifs. C'est pourquoi je ne peux surestimer l'importance du programme de transition.

Vous pouvez m'objecter qu'on ne peut pas prédire le rythme de développement, et que la bourgeoisie trouvera peut-être une position de repli politique - ce n'est pas exclu - et que nous serons alors obligés de battre en retraite. Mais dans la situation actuelle, c'est vers une stratégie offensive, non vers la retraite que nous devons nous orienter. Cette offensive stratégique doit être inspirée par l'idée de la création de soviets d'ouvriers à celle d'un gouvernement ouvrier et paysan. Je ne propose pas de lancer tout de suite le mot d'ordre des soviets - pour bien des raisons, surtout parce que ce mot d'ordre n'a pas pour les ouvriers américains le sens qu'il avait pour les ouvriers russes - pour aller, de là, à la dictature du prolétariat. Il est très possible et probable que, de même qu'on a vu aux Etats-Unis les grèves sur le tas, on y verra, sous une forme nouvelle, un équivalent des soviets. Probablement commencera-t-on par leur donner un autre nom.

Dans certaines périodes, les soviets peuvent être remplacés par les comités d'usine, de l'échelle locale à l'échelle nationale. On ne peut le dire à l'avance, mais notre orientation stratégique pour la prochaine période, c'est l'orientation vers les soviets. L'ensemble du programme de transition doit combler les trous entre les conditions d'aujourd'hui et les soviets de demain.

## **Le retard politique des travailleurs américains<sup>38</sup>**

Il est très important de préciser quelques considérations quant au programme en général. Comment peut-on avancer solidement un programme ?

Certains camarades disent que, sur certains points, le programme tracé n'est pas suffisamment adéquat à l'état de la conscience, à l'état d'esprit des travailleurs américains. Nous devons répondre ici à la question de savoir si le programme doit s'adapter au niveau de conscience des travailleurs ou bien aux conditions sociales et économiques objectives que connaît actuellement le pays. C'est la question la plus importante.

Nous savons que la conscience de chacune des classes de la société est déterminée par les conditions objectives, par les forces productives, par la situation économique du pays, mais cette détermination ne se reflète pas immédiatement.

La conscience est généralement retardée, déphasée par rapport au développement économique. Ce retard peut être court ou long. Dans des époques normales, quand le développement est lent et a lieu sur une longue durée, ce retard ne devrait pas produire des résultats catastrophiques. Dans une grande mesure, ce retard signifie que les travailleurs ne sont pas au niveau des tâches que les conditions objectives leur posent. Mais dans des époques de crise, ce retard peut être catastrophique. En Europe, par exemple, il a adopté la forme du fascisme. Le fascisme est le châtiment pour les travailleurs quand ils échouent dans leur tentative de prise du pouvoir.

Actuellement, les Etats-Unis entrent dans une situation analogue, allant avec de semblables dangers de catastrophe. La situation objective du pays est, sous tous les aspects, mûre pour la révolution socia-

---

<sup>38</sup> 19 mai 1938



liste et le socialisme, plus mûre qu'en Europe, plus mûre que dans tout autre pays dans le monde. Le retard politique de la classe ouvrière américaine est énorme. Ceci signifie que le danger d'une catastrophe fasciste est énorme. Voilà le point de départ de tout de notre activité.

Le programme doit exprimer les tâches objectives de la classe ouvrière, plutôt que le retard des travailleurs. Il doit refléter la société comme elle est, et non le retard de la classe ouvrière. C'est un instrument pour dépasser ce retard et le mettre en échec. C'est pourquoi nous devons exprimer dans notre programme toute l'acuité de la crise sociale de la société capitaliste, y compris en première ligne aux Etats-Unis. Nous ne pouvons pas reporter ni modifier les conditions objectives, qui ne dépendent pas de nous. Nous ne pouvons pas garantir que les masses résoudront la crise, mais nous devons exprimer la situation telle qu'elle est, et c'est cela la tâche du programme.

Une autre question qui se pose est la manière de présenter ce programme aux travailleurs. Présenter la situation actuelle aux travailleurs est avant tout une tâche pédagogique et une question de terminologie. La politique doit s'adapter aux forces productives, à savoir, au haut développement des forces productives, à la paralysie de ces dernières par le mode capitaliste de propriété, au chômage croissant qui devient de plus en plus profond et qui est le plus grand fléau social. Les forces productives ne peuvent plus se développer. La technologie scientifique progresse, mais les forces matérielles déclinent. Ceci signifie que la société devient de plus en plus pauvre, et le nombre de chômeurs de plus en plus grand. La misère des masses s'intensifie, les difficultés deviennent de plus en plus grandes pour la bourgeoisie et pour les travailleurs. La bourgeoisie n'a aucune autre solution que le fascisme, et l'approfondissement de la crise l'obligerait à supprimer les restes de démocratie et à les remplacer avec le fascisme. Le prolétariat américain sera puni pour son manque de cohésion, de force de volonté, de courage, par une école fasciste pendant vingt ou trente ans. La bourgeoisie enseignera aux travailleurs américains ses devoirs avec un fouet d'acier. L'Amérique est seulement une répétition terrible de l'expérience européenne. Nous devons comprendre cela.

L'enjeu est de taille, camarades, c'est la perspective pour les travailleurs américains. Quand, après la victoire de Hitler, Trotsky écrivit la brochure *Où va la France?*<sup>39</sup>, les sociaux-démocrates français haussaient les épaules en disant que « la France n'est pas l'Allemagne ». Mais avant la victoire de Hitler, il a écrit des brochures en avertissant les travailleurs allemands, et les sociaux-démocrates s'en moquaient en disant que « l'Allemagne est différente de l'Italie ». Ces derniers ne l'ont pas pris au sérieux. Maintenant, la France s'approche de plus en plus d'un régime fasciste.

C'est certainement la même chose pour les Etats-Unis. L'Amérique est opulente. Cette opulence du passé permet à Roosevelt ses expériences, mais seulement pendant un certain temps. La situation générale est tout à fait analogue, le danger est le même. C'est un fait que la classe ouvrière américaine a un esprit petit-bourgeois, qu'elle manque de solidarité révolutionnaire, qu'elle jouit d'un haut niveau de vie, et que la conscience de la classe ouvrière américaine ne correspond pas aux réalités d'aujourd'hui, mais aux mémoires d'hier.

Maintenant la situation est radicalement différente. Que peut faire un parti révolutionnaire dans cette situation? En premier lieu, donner une image claire et honnête de la situation objective, des tâches historiques qui en découlent, indépendamment du fait que les travailleurs soient aujourd'hui mûrs pour cela ou non. Nos tâches ne dépendent pas de la conscience des travailleurs.

La tâche consiste à développer leur conscience. Voilà ce que le programme doit formuler et montrer aux travailleurs avancés. Certains diront : bien, le programme est scientifique, il correspond à la situation objective ; mais si les travailleurs ne veulent pas l'accepter, il sera stérile. Probablement. Mais cela veut seulement dire que les travailleurs seront écrasés, puisque la crise ne peut être résolue par aucun autre moyen que la révolution socialiste. Si le travailleur américain n'accepte pas le programme à temps, il sera obligé d'accepter le programme du fascisme. Et quand nous apparaissions face à la classe ouvrière avec notre programme, nous ne pouvons donner aucune garantie qu'ils l'accepteront. Nous ne pouvons assumer aucune

---

<sup>39</sup> Il s'agit d'un ensemble d'écrits de Trotsky sur la crise sociale en France entre 1924 y 1936, c'est-à-dire le gouvernement Doumergue et la première période de front populaire.

responsabilité pour cela, nous pouvons uniquement assumer la responsabilité pour nous-mêmes.

Nous devons dire aux travailleurs la vérité, et alors nous gagnerons les meilleurs éléments. Ceux-ci seront-ils capables de guider la classe ouvrière, de la mener au pouvoir ? Je ne le sais pas. J'espère qu'ils en seront capables, mais je ne peux pas le garantir. Mais même dans le pire des cas, si la classe ouvrière ne mobilise pas maintenant suffisamment sa volonté et sa force pour la révolution socialiste, même dans le pire des cas, si cette classe ouvrière tombe victime du fascisme, les meilleurs éléments diront : « Ce parti nous a averti, c'était un bon parti ». Et une grande tradition restera ancrée dans la classe ouvrière.

Celle-ci est la pire variante. C'est pourquoi, tous les arguments avançant que nous ne pouvons pas annoncer un tel programme parce qu'il ne correspond pas à la conscience des travailleurs, tous ces arguments sont faux. Ils expriment seulement la crainte face à la situation.

Naturellement, si je ferme les yeux, je puis écrire un bon programme couleur de rose que tout le monde acceptera. Mais il ne correspondra pas à la situation, et le programme doit correspondre à la situation. Je crois que ce raisonnement élémentaire est de la plus grande importance. La conscience de classe du prolétariat est arriérée, mais la conscience n'est pas faite du même matériel que les usines, les mines, les chemins de fer ; elle est plus variable, et sous les coups de la crise objective, des millions de chômeurs, elle peut changer rapidement.

Actuellement, le prolétariat américain jouit aussi de certains avantages en raison de son retard politique. Cela paraît un peu paradoxal, mais c'est rigoureusement exact. Les travailleurs européens ont eu un long passé de tradition sociale-démocrate et communiste, et ces traditions sont une force conservatrice. Même après les trahisons de différents partis, le travailleur reste fidèle parce qu'il a un sentiment de gratitude envers le parti qui l'a réveillé pour la première fois et lui a donné une éducation politique. C'est un handicap pour une nouvelle orientation. Les travailleurs américains ont l'avantage que, pour la plupart, ils ne sont pas politiquement organisés, et qu'ils commencent seulement maintenant à s'organiser dans les syndicats.

Ceci fournit au parti révolutionnaire la possibilité de les mobiliser sous les coups de la crise.

Quelle en sera la vitesse ? Personne ne peut le prévoir. Nous pouvons seulement apercevoir la direction. Personne ne nie qu'elle est correcte. Ensuite nous avons le problème : comment présenter le programme aux travailleurs ? C'est évidemment très important. Nous devons combiner la politique avec la psychologie de masses et la pédagogie, construire le pont vers leurs esprits. Seule l'expérience peut nous enseigner comment avancer dans telle ou telle partie du pays. Pendant un certain temps, nous devons essayer de concentrer l'attention des travailleurs sur un mot d'ordre : échelle mobile de salaires et d'heures de travail.

L'empirisme des travailleurs américains a permis une réussite remarquable aux partis politiques avec une ou deux consignes : impôt unique, bimétallisme<sup>40</sup>, se sont étendus comme une traînée de poudre parmi les masses. Quand elles verront que cette panacée échoue, elles attendront alors une nouvelle. Nous pouvons maintenant proposer une panacée honnête, une partie de notre programme global, non démagogique, mais qui corresponde pleinement à la situation. Officiellement, il y a maintenant treize ou quatorze millions de chômeurs, en réalité, entre seize et vingt millions, et la jeunesse est totalement abandonnée à la misère. Mister Roosevelt insiste sur les travaux publics. Mais nous insistons sur le fait que ceci, avec les mines, les chemins de fer, etc., doit absorber tout le monde ; et sur le fait que toute personne doit avoir la possibilité de vivre décemment, jamais de manière pire que maintenant ; et nous exigeons que M. Roosevelt, avec son groupe d'experts, présente un tel programme de travaux publics, que tous ceux qui peuvent travailler puissent le faire avec des salaires décents.

Ceci est possible avec une échelle mobile de salaires et d'heures de travail. Partout, dans toutes les villes, nous devons examiner comment faire connaître cette idée. Ensuite, nous devons entamer une

---

<sup>40</sup> L'impôt unique sur la terre a été proposé à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle par le politicien réformiste Henry George. Les Etats-Unis ont adopté en 1792 un système monétaire « bimétallique » (étalon or ou argent), mais l'étalon or s'est finalement imposé. A la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, le populisme nord-américain faisait campagne pour l'adoption de l'étalon argent. En 1900, l'étalon or fut finalement adopté.

campagne d'agitation concentrée, afin que tout le monde sache que c'est cela le programme du Socialist Workers Party.

Je crois que nous pouvons concentrer l'attention des travailleurs sur ce point. Evidemment, ce n'est qu'un point. Au début, cette consigne est totalement adéquate pour la situation. Mais les autres peuvent y être ajoutées au fur et à mesure que la situation progresse. Les bureaucrates s'opposeront. Alors, si cette consigne est devenue populaire parmi les masses, des tendances fascistes se développeront en opposition. Nous dirons qu'il est nécessaire de former des patrouilles de défense. Je pense que, au début, cette consigne (échelle mobile de salaires et d'heures de travail) sera assumée. Mais qu'est-ce que cette consigne ? En réalité, c'est le système de travail dans la société socialiste. Le nombre total d'heures de travail divisé par le nombre total de travailleurs. Mais si nous présentons tout le système socialiste, il apparaîtra comme utopique pour l'Américain moyen, comme quelque chose qui vient d'Europe. Nous le présenterons comme une solution à la crise, qui va assurer son droit de manger, de boire et de vivre dans des logements décents. C'est le programme du socialisme, mais sous une forme très populaire et simple.

*[Question :]* Comment mener la campagne ?

La campagne avancera un peu de la manière suivante : vous commencez l'agitation, disons, à Minneapolis. Vous gagnez un ou deux syndicats pour le programme. Vous envoyez des délégués à d'autres villes, aux syndicats respectifs. Dès que vous êtes sortis du parti vers les syndicats avec cette idée, vous avez gagné la moitié de la bataille. Vous l'envoyez à New York, à Chicago, etc., aux syndicats correspondants. Dès que vous obtenez un certain succès, vous convoquez un congrès extraordinaire. Ensuite, vous agitez pour forcer les bureaucrates syndicaux à prendre position en faveur ou contre. S'ouvre alors une opportunité redoutable pour la propagande.

*[Question :]* Pouvons-nous réaliser actuellement cette consigne ?

Il est plus facile de renverser le capitalisme que de réaliser cette revendication sous le capitalisme. Aucune de nos exigences ne sera réalisée sous le capitalisme. C'est pourquoi nous les appelons des revendications transitoires. Elles constituent un pont pour la conscience des travailleurs, et ensuite, un pont matériel pour la révolu-

tion socialiste. Toute la question est comment mobiliser les masses pour la lutte. Le problème se présente alors dans la division entre ceux qui ont du travail et les chômeurs. Nous devons trouver les moyens de dépasser cette division. L'idée d'une classe permanente de chômeurs, une classe de parias, une telle idée est décidément la préparation psychologique pour le fascisme. A moins que cette division ne soit dépassée dans les syndicats, la classe ouvrière est condamnée.

*[Question :]* Beaucoup de camarades n'arrivent pas à comprendre que les consignes ne puissent pas être réalisées.

C'est une question très importante. Ce programme n'est pas une nouvelle invention d'un homme. Il est issu de la longue expérience des bolcheviks. Je veux mettre l'accent sur le fait que ce n'est pas l'invention d'un homme, qu'il provient de la longue expérience collective des révolutionnaires. C'est l'application des vieux principes à la situation actuelle. Il ne faut pas le considérer comme intangible, mais adaptable à la situation.

Les révolutionnaires comprennent toujours que les réformes et les conquêtes sont seulement un sous-produit de la lutte révolutionnaire. Si nous disons que nous exigerons seulement ce qu'ils peuvent nous donner, la classe dirigeante donnera seulement le dixième de ce que nous demandons, ou rien du tout. Quand nous exigeons plus et quand nous pouvons imposer nos revendications, les capitalistes sont obligés d'accorder le maximum. Dans la mesure où l'esprit des travailleurs est plus approfondi et militant, les exigences et les conquêtes sont plus grandes. Ce ne sont pas des consignes stériles ; ce sont les moyens de pression sur la bourgeoisie, qui donneront les meilleurs résultats matériels possibles immédiatement. Dans le passé, pendant une période ascendante du capital américain, les travailleurs américains ont conquis seulement les bases de la lutte empirique, les grèves, etc. Ils ont été très combatifs. Puisque le capital était en croissance, le capitalisme avait intérêt à satisfaire les travailleurs américains. Maintenant, la situation est totalement différente. Maintenant, les capitalistes n'ont aucune perspective de prospérité. Ils n'ont pas peur des grèves, étant donné le grand nombre de chômeurs. C'est pourquoi le programme doit englober et unir les deux parties

de la classe ouvrière. L'échelle mobile de salaires et d'heures de travail fait cela, précisément.

## **Les changements économiques et l'état d'âme des masses<sup>41</sup>**

[*Question :*] Quelle influence la « prospérité », une croissance économique du capitalisme américain dans la nouvelle période, peut-elle avoir sur notre activité basée sur le Programme de transition ?

Il est très difficile de répondre, parce qu'il s'agit d'une équation à plusieurs inconnues. La première question est de savoir si une amélioration conjoncturelle est probable dans le proche avenir. Il est très difficile de répondre, surtout pour quelqu'un qui ne suit pas les graphiques au jour le jour. Comme je le vois dans le *New York Times*, les spécialistes sont très incertains sur ce point. Dans le dernier numéro du dimanche du *New York Times*, l'indice des affaires manifestait une tendance très confuse. Au cours de la semaine dernière, il y avait eu baisse, deux semaines avant, hausse, etc. Si on considère le tableau général, on constate qu'une nouvelle crise a commencé manifestant une courbe d'un déclin presque vertical jusqu'en janvier de cette année; puis la courbe a commencé à manifester des hésitations - une courbe en zigzag, mais avec une tendance générale à la baisse. Mais la baisse cette année a été indubitablement plus lente que la baisse pendant les neuf mois de l'année précédente. Si on considère la période précédente, qui a commencé avec l'effondrement de 1929, on constate que la crise a duré presque trois ans et demi avant le début du mouvement de hausse, avec des hauts et des bas moins marqués, durant quatre ans et demi - c'était la « prospérité » de Roosevelt<sup>42</sup>. Ainsi le dernier cycle a été de huit ans, trois ans et demi de crise et quatre ans et demi de « prospérité » relative, huit ans étant considérés comme une durée normale pour un cycle capitaliste. Maintenant, la nouvelle crise a commencé en août 1937 et, en neuf mois, elle a atteint le point qu'on avait atteint en deux ans et demi au

---

<sup>41</sup> 20 juillet 1938

<sup>42</sup> Franklin D. Roosevelt (1882-1945), juriste d'une grande famille, ancien gouverneur démocrate de l'Etat de New York, avait été élu président des Etats-Unis pour la première fois en 1932 et avait lancé la politique du New Deal. En 1938, il semblait plutôt s'engager, au lendemain de sa première réélection, dans la voie du réarmement et de la guerre.

cours de la crise précédente. Il est très difficile de faire maintenant un pronostic sur le délai, le point de la prochaine remontée. Si on considère le nouvel effondrement du point de vue de sa profondeur, je le répète, la crise a réalisé le travail de deux ans et demi, mais n'a pas encore atteint le point le plus bas de la précédente. Si on considère la nouvelle crise du point de vue de la durée - neuf ans, ou même huit ans, c'est trop peu pour une nouvelle remontée. C'est pourquoi, je le répète, un pronostic est difficile. Il faut que la nouvelle crise atteigne le même point - le plus bas - que la crise précédente. C'est probable, mais pas absolument certain. Ce qui caractérise le nouveau cycle, c'est que la « prospérité » n'a pas atteint le sommet de la prospérité précédente, mais on ne peut à partir de là tirer de façon abstraite une conclusion sur le nadir. Ce qui caractérisait la prospérité Roosevelt, c'était qu'il s'agissait d'un mouvement essentiellement des industries légères, pas du bâtiment, ni de l'industrie lourde. C'est ce qui a fait que le mouvement s'est développé de façon limitée. C'est précisément la raison pour laquelle la chute s'est produite de façon aussi catastrophique, parce que le nouveau cycle n'avait pas une base solide d'industries lourdes, surtout des industries du bâtiment qui sont caractérisées par de nouveaux investissements avec une perspective à long terme, et ainsi de suite. Maintenant on peut supposer théoriquement que le nouveau mouvement de reprise affectera plus que les industries du bâtiment - les industries lourdes en général - du fait qu'en dépit de la consommation au cours de la dernière période, les machines n'ont pas été suffisamment renouvelées et que la demande pour elles sera maintenant plus grande que dans la période précédente. Ce n'est absolument pas en contradiction avec notre analyse générale d'un capitalisme malade en déclin provoquant toujours plus de misère. Cette possibilité théorique est soutenue dans une certaine mesure par les investissements militaires dans les travaux publics. D'un vaste point de vue historique, cela signifie que la nation s'appauvrit pour permettre d'assurer aujourd'hui et demain de meilleures conjonctures. On peut comparer ce type de conjoncture à une énorme dépense de l'organisme général. On peut la considérer peut-être comme une nouvelle conjoncture d'avant-guerre, mais quand commencera-t-elle ? La baisse va-t-elle continuer ? C'est possible - probable. En ce sens, on



aura dans la prochaine période, non pas 13 ou 14 millions, mais 15 millions de chômeurs. En ce sens, tout ce que nous avons dit sur le Programme de transition sera renforcé à tous égards, mais nous adoptons l'hypothèse d'une nouvelle reprise dans les quelques mois, dans les six mois ou l'année qui vient. Un tel mouvement peut être inévitable.

A la première question de savoir si une telle reprise peut être plus favorable à la perspective générale devant notre parti, je crois que nous pourrions répondre par un oui catégorique, qu'elle nous serait plus favorable. Il n'existe aucune raison de croire que le capitalisme américain puisse, de lui-même, au cours de la prochaine période, devenir un capitalisme sain et plein de santé et qu'il puisse absorber les 13 millions de chômeurs. Mais, si nous la formulons sous une forme très simple, arithmétique, la question est de savoir si, dans l'année ou les deux ans qui viennent, les industries peuvent absorber 4 millions d'ouvriers sur les 13 millions de chômeurs, ce qui en laissera 9. Serait-ce favorable du point de vue du mouvement révolutionnaire ? Je crois que nous pouvons répondre par un oui catégorique.

On a une situation dans un pays - une situation très révolutionnaire dans un pays très conservateur - avec une arriération subjective de la mentalité de la classe ouvrière. Dans une telle situation, les reprises économiques - brutales, hauts et bas - ont d'un point de vue historique un caractère secondaire pour la vie de millions d'ouvriers. Aujourd'hui, elles ont une très grande importance. De telles secousses ont une grande importance révolutionnaire. Elles secouent le conservatisme; elles forcent les ouvriers à chercher une explication de ce qui se passe, quelle est la perspective. Et chaque secousse nouvelle pousse une couche d'ouvriers sur la voie de la révolution. Plus concrètement, aujourd'hui, les ouvriers américains sont dans une impasse. Le grand mouvement du C.I.O.<sup>43</sup> n'a pas de perspective

---

<sup>43</sup> C'était le 9 novembre 1945 qu'un groupe de dirigeants syndicaux qu'animait John L. Lewis, le dirigeant des mineurs, avait proclamé la naissance du C.I.O. (Committee puis Congress for Industrial Organization) qui était resté formellement dans le cadre de l'A.F.L. à qui il tournait le dos sur la question cruciale du syndicalisme d'industrie. Il s'était répandu comme une traînée de poudre à la fin de 1936 et dans les premiers mois de 1937, recrutant des millions d'ouvriers inorganisés et animant ou coiffant les *sit-down strikes* (grèves sur le tas avec occupation), ouvrant ainsi une époque nouvelle de l'histoire des Etats-Unis.

immédiate parce qu'il n'est pas guidé par un parti révolutionnaire et les difficultés du C.I.O. sont immenses. D'un autre côté, les éléments révolutionnaires sont trop faibles pour pouvoir impulser dans le mouvement un tournant brusque vers la voie politique. Imaginons que, pendant la prochaine période, quatre millions d'ouvriers entrent dans l'industrie. Cela n'apaisera pas les antagonismes sociaux - au contraire, cela les aiguïsera. Si l'industrie était capable d'absorber les 11 ou 13 millions de chômeurs, cela signifierait pour une longue période un apaisement de la lutte de classes, mais elle ne peut en absorber qu'une partie et la majorité demeurera en chômage. Tous les chômeurs savent que ceux qui ont un travail travaillent. Je crois que, dans cette période, notre mot d'ordre de l'échelle mobile peut recueillir une immense popularité; c'est-à-dire que nous revendiquons du travail pour tous dans des conditions décentes sous une forme populaire : « Nous voulons trouver du travail pour tous dans des conditions décentes et avec des salaires décents. » La première période de croissance - croissance économique - serait très favorable en particulier pour ce mot d'ordre. Je crois aussi que l'autre très important mot d'ordre de défense, milice ouvrière, etc. trouverait aussi un terrain favorable, une base, parce qu'à travers une croissance aussi limitée et incertaine - les capitalistes chercheront à avoir des profits immédiats et considéreront avec beaucoup d'hostilité les syndicats qui perturbent la possibilité d'une nouvelle augmentation des profits. Dans de pareilles conditions, je crois que Hague<sup>44</sup> trouverait des imitateurs à grande échelle.

La question du Labor Party devant les syndicats. Bien sûr, le C.I.O., dans une nouvelle prospérité, aurait une nouvelle possibilité de développement. En ce sens, on peut supposer que l'amélioration de la conjoncture reporterait à plus tard la question du Labor Party. Non pas qu'il perdrait toute son importance propagandiste, mais il perdrait de son acuité. Nous pouvons donc préparer les éléments progressistes à cette idée et être prêts à l'approche de la crise, qui ne sera pas longue à venir.

---

<sup>44</sup> Frank Hague (1876-1956) était le maire démocrate de Jersey City depuis 1917. Il employait toutes les ressources de la municipalité au service des patrons locaux, s'opposant par la violence à toute syndicalisation, interdisant de fait le C.I.O. dans « sa » ville.

Je crois que cette question du haguisme a une énorme importance et qu'une nouvelle prospérité, une nouvelle remontée nous donnerait des possibilités accrues. Une nouvelle remontée signifierait que la crise définitive, les conflits définitifs sont repoussés de plusieurs années en dépit de conflits aigus pendant la montée elle-même. Et nous avons le plus grand intérêt à gagner plus de temps, parce que nous sommes faibles et parce que les ouvriers ne sont pas prêts aux Etats-Unis. Mais même une nouvelle remontée ne nous donnerait que très, très peu de temps - la disproportion entre la mentalité et les méthodes des ouvriers américains dans la crise sociale, cette disproportion est terrifiante. J'ai cependant l'impression que nous devons donner des exemples concrets de succès et ne pas nous limiter à donner seulement de bons conseils théoriques. Si on prend la situation dans le New Jersey, c'est un coup terrible non seulement à la social-démocratie, mais à la classe ouvrière. Hague n'en est qu'au commencement. Nous aussi nous n'en sommes qu'au commencement, mais Hague est mille fois plus puissant que nous.

# Table des matières

Présentation .....	2
<b>L'impérialisme face à la crise économique .....</b>	<b>4</b>
L'impérialisme durant les dernières 20 années.....	5
Récession profonde et durable ?.....	8
La nouvelle politique de l'impérialisme .....	11
L'hégémonie américaine est-elle mise en question ? .....	14
L'hégémonie américaine dans l'après-guerre .....	15
Fin de l'hégémonie des Etats-Unis ou la chute générale du capitalisme ?.....	16
Pourquoi n'y a-t-il pas de candidats réels pour occuper le rôle des Etats-Unis ? .....	17
Les perspectives .....	20
<b>La signification historique de la crise de 1929 .....</b>	<b>23</b>
L'impact de la Première Guerre mondiale.....	25
La consolidation de l'hégémonie nord-américaine.....	26
La dépression mondiale.....	28
Le protectionnisme et les dépenses publiques .....	30
Le stalinisme et la crise .....	31
<b>La crise mondiale et l'Europe .....</b>	<b>35</b>
L'envergure de la crise en Europe .....	36
Le système financier européen.....	36
Le « Plan de choc » européen.....	38
La situation extrême des pays de l'Est et des pays Baltes .....	40
Les impérialismes de deuxième et troisième rang .....	41
Le vieil ancien empire britannique.....	44
L'Allemagne et la France.....	45
La Russie et l'Ukraine .....	46
La crise de l'Union européenne .....	47
La chaudière de la lutte de classes européenne se réchauffe .....	49
L'Italie.....	51
Le mouvement de masses et ses directions .....	52
Un retard subjectif énorme .....	54
Les limites du nouveau « New Deal ».....	54
Pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe.....	56
<b>La Chine : l'usine du monde ferme ses portes.....</b>	<b>58</b>
La Chimérique .....	59
Ni décollage, ni nouvel empire .....	61
L'usine du monde ferme ses portes .....	63
La double réponse de la dictature chinoise .....	66
La réponse des masses.....	69
<b>Le mouvement ouvrier face à la crise. Discussions avec Trotsky .....</b>	<b>75</b>
Pour résumer les revendications transitoires.....	75
Le retard politique des travailleurs américains .....	80
Les changements économiques et l'état d'âme des masses .....	87